

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N° 18, décembre 2011

Directeur de publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en chef : Patrick VAZEILLES

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 –8927

Imprimerie spéciale de

l'Association Maitron LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Hélène CHAUBIN

Olivier DEDIEU

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION : p.2

BIOGRAPHIES :

Olivier Dedieu : *Granier Adrien*p. 3

André Balent : *Roig François, Joseph*.....p. 4

Jacques Blin : *Lalande Henriette, Antoinette, Anne [épouse Isoird]*.....p. 6

Miquèl Ruquet : *Calmette Pierre, Jacques, Louis*.....p. 8

Marc Giovaninetti & Miquèl Ruquet : *Saint-Jours Yves*p. 10

FICHES DE LECTURE :

André Balent : *Enllà de la Pàtria. Au delà de la patrie. Exil et internement en Roussillon (1939-1948). Catalogue des sources iconographiques sur la Retirada et les camps*, Perpignan, Trabucaire, Archives départementales des Pyrénées-Orientales. Conseil général des Pyrénées-Orientales, 2011, 378 p., de Magali Rieup. 12

Pierre Chevalier : *Les antifascistes catalans déportés en 1941 dans les bagnes d'Algérie*, Perpignan, ANACR, 2011, 52 pages, d'André Balent, Georges Sentis, Grégory Tubanp. 16

NOTES DE RECHERCHES :

Jacques Blin : *Esquisse d'une présence italienne à Balaruc (Hérault)*.....p.16

Pierre Chevalier : *Vital Gayman (1897-1985) à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) de 1940 à 1986*.....p. 30

André Balent : *Quelques compléments sur l'action de l'AGE depuis la Cerdagne française en octobre 1944*.....p. 33

Pierre Chevalier : *Quelques impressions sur le texte de Christian Xancho*.....p. 37

Hélène Chaubin : *Jumelages des communes du Languedoc-Roussillon pendant la guerre froide*.....p. 39

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

CEPEL, Faculté de Droit

39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex

dedieu.olivier@free.fr

06 64 88 57 35

Pour tout envoi et règlement, contactez directement le trésorier :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69

cat-ab-balent@wanadoo.fr.

BIOGRAPHIES :

GRANIER Adrien.

**Né le 6 décembre 1899 à Vendargues (Hérault), mort à Vendargues le 3 août 1972 ;
ouvrier agricole, petit viticulteur ; conseiller général de Castries (Hérault).**

Fils de Joseph Granier, ouvrier agricole originaire de Castries et de Marguerite Itier, Adrien prit d'abord le nom de sa mère, son père, soldat à Annecy, étant alors absent de la commune. Au retour de ce dernier, il fut reconnu par son père et adopta son nom, le 31 décembre. Adrien Granier arrêta l'école à 16 ans pour travailler avec son père. Malgré son entrée dans la vie active, Adrien Granier continua à suivre des cours par correspondance pour entrer aux chemins de fer. Après son service militaire qu'il fit comme quartier-maître, il partit à Paris mais, suite à un accident avec une motrice, il revint à Vendargues. Travaillant avec son père et ses oncles, il exploita ses vignes et travailla au forfait dans les propriétés voisines. Il fut aussi carrier, taillant des pierres lorsque les travaux de la vigne le lui permettait. Il fut un des fondateurs de la cave coopérative de Vendargues. Après-guerre, il se lança aussi dans l'arboriculture. Engagé à gauche comme sa famille, athée, il figura en 1935 sur la liste d'unité ouvrière en tant que socialiste indépendant lors des élections municipales à Vendargues. Il semble que ce soit durant cette période qu'il adhéra à la SFIO. Il fut par ailleurs juge de paix suppléant.

C'est à la Libération qu'il devint un homme politique de premier plan du canton. Membre du comité de Libération de Vendargues, il fut le candidat de la SFIO au 2^e tour des cantonales de 1945. Le parti, après avoir désigné au 1^{er} tour Maurice Galabrun, décida de retirer ce dernier pour mettre en selle un candidat plus modéré. Cette stratégie permit aux socialistes de ravir un canton détenu par les radicaux. Élu conseiller général et conseiller municipal de Vendargues, il fut adjoint de la municipalité dirigée par le radical Olivier jusqu'en 1953. En 1949, ce dernier, toujours maire de la commune, refusa de se présenter contre lui aux cantonales, A. Granier fut élu au 2^e tour contre le duc de Castries, candidat de la droite modérée. « Populaire dans le canton » selon le préfet, Adrien Granier intégra dès le début des années 1950 la commission administrative fédérale. De 1950 à 1954, il fut par ailleurs vice-président de l'office départemental HLM. Il fut réélu au premier tour lors des élections cantonales de 1955, 1961 et 1967. Au conseil général, il intégra en 1951 la commission départementale, devint secrétaire en 1961 puis vice-président en 1963. L'année de son décès, il fut élu président de la commission départementale.

Mutualiste, engagé principalement sur son canton, Adrien Granier eut aussi des ambitions parlementaires. En 1955, son nom fut évoqué pour une éventuelle candidature à l'investiture aux élections sénatoriales. En 1958, il sollicita, sans succès, l'investiture pour les élections législatives face à Jean Léon, l'ancien député.

SOURCES : Arch. Départ. Hérault, 3 M 2530, 31 W 72,76, 85 et 108, 356 W 15, 524 W 54, 542 W 151, 1000 W 45, 1068 W 108, 1506 W 234. — État-civil. — *Midi Libre* du 3 août 1972. — *Combat socialiste* du 6 octobre 1972. — Entretien René Granier.

Olivier DEDIEU

*

ROIG François, Joseph.

Né le 21 janvier 1903 à Ansignan (Pyrénées-Orientales), mort le 25 septembre 1975 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) ; instituteur ; archéologue ; militant du Parti communiste.

François Roig naquit à Ansignan (Fenouillèdes, Pyrénées-Orientales), d'une famille que divers auteurs disent être originaire du Conflent (autre région du département). Mais l'état civil indique que son père, Jacques Roig, âgé de vingt-cinq ans en 1903 (né à Garcia, province de Tarragone, Catalogne, le 20 novembre 1877) était un Catalan d'origine espagnole ; il exerçait la profession d'ouvrier mineur, employé probablement à la mine de fer de Lesquerde, localité voisine d'Ansignan. Il fut naturalisé français en 1910. La mère de François Roig, Marie Sicart, était âgée de dix-neuf ans en 1903. La famille dut s'installer à Estagel (Pyrénées-Orientales), localité elle aussi proche de Lesquerde, car le nom de Jacques Roig, mobilisé, soldat du 142^e Régiment d'Infanterie, tué le 3 novembre 1914 à Zonnebeke (Belgique), figure sur le monument aux morts de cette commune. Ses études l'amènèrent à embrasser la carrière d'instituteur. Par la suite, François Roig vécut dans l'arrondissement de Céret (Pyrénées-Orientales) car ce fut par un jugement du tribunal de cette ville, rendu le 19 septembre 1918, qu'il fut « adopté par la nation ».

Il se maria à Perpignan le 3 août 1931 avec Louise, Catherine Sanson, née à Perpignan le 29 juillet 1909, alors institutrice à Jujols (Pyrénées-Orientales), un petit village montagnard du haut Conflent. Louise Sanson était la fille d'un employé de la Compagnie des chemins de fer du Midi à Perpignan. En 1931, François Roig exerçait à Thuir (Pyrénées-Orientales). Il milita activement au Parti communiste.

En 1936, il était en poste à Prats-de-Mollo – La Preste, la grande commune pyrénéenne du haut Vallespir, ayant une longue frontière avec l'Espagne. En contact permanent avec André Lacoste*, il fut l'un des maillons essentiels du passage clandestin des volontaires des Brigades internationales. La filière de Prats-de-Mollo dont il assumait la direction fut aussi active qu'efficace.

Dans sa commune, il organisa de façon très active la solidarité avec l'Espagne républicaine. Lorsque, localement, fut organisé, dès le début de 1937, à l'initiative de la CGT, un « comité d'entraide » aux enfants républicains repliés en France pendant la guerre civile dans les locaux de la colonie de vacances de la ville de Perpignan à Prats-de-Mollo, François Roig en assura le secrétariat. Le comité comprenait : Joseph Noell (*DBMOF*, XXXVII, 1990, p. 310), maire de Prats-de-Mollo ; Antoine Maureta (*DBMOF*, XXXVI, 1990, p. 136), conseiller d'arrondissement socialiste du canton de Prats-de-Mollo ; le docteur Villacèque ; l'abbé Lavaill, curé-doyen, la section socialiste et la cellule communiste locales, le comité radical-socialiste, la Ligue des droits de l'Homme locale, toutes les femmes et filles de commerçants, les ouvriers syndiqués. Les premiers enfants, en provenance de Madrid et d'Andalousie, arrivèrent à Prats-de-Mollo à la fin janvier et au début février de 1937. Le camp d'accueil des enfants espagnols de Prats-de-Mollo fut actif pendant toute la durée de la guerre civile. L'inspecteur d'académie des Pyrénées-Orientales détacha un autre instituteur, Gaston Prats (Saint-André, Pyrénées-Orientales, 1906 ; Perpignan, 1986), qui en assumait la direction administrative et scolaire de février à mai 1937.

Secrétaire de la cellule communiste de Prats-de-Mollo, rattachée à la section d'Arles-sur-Tech, il fut mobilisé dès la déclaration de guerre. Il était inscrit, en 1939-1940, sur la liste départementale des « suspects du point de vue national ».

Le 1^{er} septembre 1940, François Roig fut muté d'office, comme beaucoup d'instituteurs qui avaient participé à la grève générale du 30 novembre 1938 ou étaient accusés d'appartenir au PC dissous. Il fut affecté, avec sa femme elle aussi en poste à Prats-de-Mollo, à Saint-Paul-de-Fenouillet, à l'autre extrémité du département.

Après la Seconde Guerre mondiale, François Roig qui ne semble pas avoir participé à la Résistance, paraît également avoir abandonné le militantisme actif, tout en demeurant un adhérent du SNI.

Intéressé à la fois par la métallurgie et l'archéologie, homme de terrain, parfait connaisseur du massif du Canigou, François Roig, se passionna, après la guerre, pour la prospection des vestiges de la sidérurgie antique. Il fut à l'origine de très nombreuses découvertes. Formé à la connaissance des céramiques antiques par Georges Claustres, l'archéologue de Perpignan, il put dater les vestiges d'anciennes installations. Il avait l'intention (fin des années 1950, début des années 1960) de publier une synthèse de ses recherches sur le terrain et sur les fonds d'archives dans le *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, mais le comité de lecture refusa cette importante contribution. Très affecté, François Roig déchira son manuscrit. Mais ses cahiers et ses notes de travail utilisés pour la rédaction furent conservés par son collègue et ami Alain Taurinya qui fut longtemps maire du village conflentais et minier de Baillestavy.

Beaucoup plus tard, dans les années 1990-2000, les travaux de François Roig furent réévalués par les archéologues et les historiens de la sidérurgie qui rendent, de façon unanime, hommage à ses travaux pionniers et à la pertinence de ses analyses et de ses propositions.

Après la Seconde Guerre mondiale, et jusqu'à son décès, il était domicilié à Perpignan, 4, rue du Jardin-d'Enfants.

SOURCES : Arch. Dép. Pyrénées-Orientales, série M (avant classement, pas de correspondance claire avec le classement définitif), liasse 169 ; 3 M 263, listes électorales de Prats-de-Mollo ; 3 E 4696, état civil d'Ansignan. — Arch. Com. Perpignan, état civil. — Arch. Com. Estagel, état civil, transcription du décès de Jacques Roig par jugement déclaratif du 6 juin 1920. — André Balent, notice *DBMOF*, 40, 1991, p. 255. — *L'Indépendant*, quotidien, Perpignan, 7 février 1937, 3 avril 1937, 5 avril 1937, 6 avril 1937. — André Balent, « Les réseaux d'aide à l'Espagne républicaine en Catalogne du Nord, passages de volontaires et d'armes », in André Balent & Nicolas Marty, *Catalans du Nord et Languedociens et l'aide à la République espagnole (1936-1946)*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, Ville de Perpignan, Direction de la Culture, 2009, pp. 37-51. — Michel Cadé, *Le parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées-Orientales, 1920-1939*, Marcevol, Éditions du Chiendent, 346 p. [p. 233]. — Ramon Gual, *Prats de Molló entre memòria i història*, Prades, Terra Nostra, 2007, 184 p. [pp. 64-66]. — Jean Larrieu, « Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane », I « Chronologie des années noires », *Terra Nostra*, 89-90, Prades, 1994, 400 p. [p. 50]. — Gérard Mut & Jérôme Kotarba (dir.), *Carte archéologique de la Gaule, les Pyrénées-Orientales*, 2007, 712 p. [J. Kotarba, pp. 143-144]. — Georges Sentis, *Les communistes et la Résistance dans les Pyrénées-Orientales. Biographies*, Lille, Marxisme / Régions, 1994, p. 138. — Conversations avec Michel Martzluff, archéologue, maître de conférences à l'Université de Perpignan ; Jean-Pierre Comps, professeur d'histoire retraité, archéologue, ancien président de l'Association archéologique des Pyrénées-Orientales (2007 ; 2009).

André BALENT

LALANDE Henriette, Antoinette, Anne [épouse ISOIRD]

Née le 16 septembre 1921 à Cette (Sète), morte le 17 Juin 2011 à Sète ; sténodactylo ; militante communiste ; membre de l'ARAC et de la FNDIRP ; déportée ; militante de l' UFF.

Fille de Théodore Lalande, journalier, et de Finizia d'Amato, elle milita à l'Union des Jeunes Filles de France en 1937. Elle organisa des collectes d'argent, de vivres et de vêtements pour venir en aide à l'Espagne républicaine.

Dès que la collecte permettait de remplir un camion, celui-ci partait de Sète en direction de Barcelone. Début 1941, elle était responsable d'un groupe de Jeunes filles du PCF avec Marie-Louise Cippola (Mirallès) et Antoinette Bonniou-Denjean. Ce groupe avait créé, avec les Jeunesses communistes, une section artistique qui organisait des soirées dans tous les villages de l'Hérault et plus particulièrement aux alentours de Sète avec collecte d'argent, toujours en faveur de l'Espagne, mais aussi pour envoyer des colis aux jeunes filles dans les sanas et venir en aide aux ouvriers qui se mettaient en grève.

Elle entra en 1942, dans un réseau de résistance FTPF. Là, la collecte d'argent servait à venir en aide aux maquis. Elle distribuait des tracts et des journaux clandestins. Elle participa à l'organisation de manifestations et notamment à celles des ménagères sétoises pour réclamer des tickets de pain et participer aux manifestations des dockers du port de Sète. Une des missions assignée à son groupe était d'orienter les jeunes qui voulaient se soustraire au STO vers la Résistance en leur proposant de rejoindre les maquis de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales, du Gard et même de l'Ariège où elle avait le rôle d'agent de liaison. Arrêtée le 4 octobre 1943, sur son lieu de travail à Sète, par la PJ de Montpellier, elle fut écrouée à la maison d'arrêt de Montpellier. Jugée le 18 janvier 1944, par un tribunal spécial et condamnée à un an de prison pour activité terroriste, elle fut transférée à la prison des Baumettes à Marseille le 23 janvier 1944. Une évasion manquée la conduisit à la Petite Roquette à Paris et à la centrale de Rennes où elle fut remise aux Allemands par les autorités françaises.

Le 1^{er} juin 1944, elle partit en wagon cellulaire pour l'Allemagne. Ce fut un premier arrêt au camp de concentration de Sarrebruck jusqu'au 16 juin 1944. À son arrivée dans ce camp, toutes ses affaires et objets personnels furent confisqués. Le 17 juin destination Ravensbrück où elle rencontra Martha Desrumeaux, grande résistante du Nord et militante ouvrière. Affublée d'une robe rayée, de claquettes pour tous souliers, d'une gamelle et d'une cuillère à garder jalousement, elle avait pour identité un numéro de matricule – 42188 – qu'elle dut apprendre en allemand. Suite à une épidémie de scarlatine, une quarantaine fut observée de mi-juin à fin juillet 1944. Elle se souvint durant toute sa vie des humiliations subies (défilé toutes nues devant les SS, nues sous la pluie, prélèvements vaginaux, etc...). C'est à Ravensbrück qu'elle souffrit le plus de la faim. Puis elle fut transférée à Leipzig, dans un wagon à bestiaux. C'est au camp de Hazag-Schönfeld qui dépendait de Buchenwald que commença le travail forcé. Toutes les semaines, de nouveaux convois arrivaient de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Grèce. De nouveaux numéros d'immatriculation furent attribués, le sien fut le 3948. Pendant son séjour à Leipzig, le camp fut bombardé à trois reprises, elle se souviendra que six déportées furent tuées, mortes sous les bombes alliées. Le 25 avril 1945, devant l'avancée des armées alliées le camp fut évacué. Sur les routes elle marcha pendant de longues journées. Celles des prisonnières qui ne pouvaient plus suivre étaient achevées d'une balle de revolver. Au cours d'un bombardement, les S.S s'enfuirent, les laissant seules. Cherchant de la nourriture, mendiant chez des particuliers, elles furent reprises par la gendarmerie allemande qui les dirigea ensuite vers des centres de réfugiés où elles trouveront des civils italiens, grecs et quelques Français qui travaillaient en Allemagne. Un jour, alors qu'elles étaient réfugiées dans une grange dans la banlieue de Dresde, elle garda en mémoire, que vers dix-huit heures, un grand coup de canon se mit à retentir et le ciel s'embrasa de rouge.



Henriette Lalande en juillet 2008 à Sète, lors du mariage de l'un de ses petits-fils.

C'était la fin de la guerre et des souffrances, c'était le 8 mai 1945. Embrassades et larmes de joie saluèrent l'évènement auquel elles ne croyaient plus. Dès le lendemain des soldats russes étaient là. Le dialogue s'instaura tant bien que mal. Les Russes leur donnèrent de la nourriture et des vêtements récupérés dans la ferme. Elles reprirent la route et rencontreront des colonnes de prisonniers de guerre français. Habillées avec des calots et des capotes de soldats, ils voyagèrent ensemble dans des wagons de marchandises jusqu'à la frontière française. La vue du drapeau tricolore leur arracha des larmes. À Charleville-Mézières, elles furent séparées des prisonniers de guerre et après avoir subi une désinfection, elles déclinerent leurs identités, expliquèrent leurs conditions de détention, etc...Elles purent envoyer un télégramme à leurs familles et on leur remit une somme de 3.000 F. La liberté retrouvée, avec ses deux camarades, Marie-Louise Cipolla-Mirallès, Marie Antoinette Bonnieu-Denjeau, arrêtées le même jour et ayant subi les mêmes souffrances, elles firent tout pour rester ensemble jusqu'au jour où elles prirent le premier train en partance pour Sète où elles y arrivèrent le 1^{er} juin 1945. Henriette Lalande reprit une activité militante. Elle fut responsable de l'Union des femmes françaises. En novembre 1946 elle fut candidate en 11^e position, après Marius Bravet, dans le 1^{er} secteur électoral de Sète, sur la liste conduite par le communiste Pierre Arraut. Peu de temps après son retour à Sète, elle épousa, le 4 août 1945, Eugène Isoird, docker qui fut prisonnier de guerre durant cinq ans en Allemagne. Ils eurent trois garçons. Eugène Isoird fut conseiller municipal communiste du 26 avril 1953 à fin mars 1977. Henriette Lalande-Isoird mena ensuite une action de témoignage dans les établissements scolaires. Elle fut élue présidente de la section de Sète de l'Association des déportés, internés, résistants et patriotes le 14 décembre 1998, elle le demeura jusqu'en 2000.

SOURCES : Archives privées, Jacques Blin. — Jacques Blin, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier cetois puis sétois de 1789 à 1950*, Sète, à compte d'auteur, 2009, 181 p. [p. 104]. — Édouard Martin, *Le Parti communiste dans la Résistance, 1939-1941*, maîtrise sous la direction de Raymond Huard, UFR III – Université de Montpellier, octobre 1992, p. 140. — Jean Sagnes, notice *DBMOF*, XXXIII, 1988, p. 152. — *Le Travailleur du Languedoc*, du 23 novembre 1946. — *Le Croque notes*, bulletin intérieur n°35 de l'Association des déportés, internés, résistants et patriotes de Sète, octobre-novembre-décembre 1998. — Souvenirs rédigés par Henriette Lalande-Isoird en Novembre 2003.

Jacques BLIN

CALMETTE Pierre, Jacques, Louis.

Né le 6 janvier 1925 à Laurens (Hérault) ; employé du Bâtiment ; journaliste à *La Voix de la Patrie* (Hérault) entre 1949 et 1953, chef adjoint du service d'information du mouvement international de la Paix (1953-1956), accrédité à la Présidence de la République, à Matignon et à l'Assemblée nationale comme représentant de la presse communiste et progressiste de province pour l'agence UFI (Union française d'information) de 1956 à 1971 ; chef-adjoint du service politique de *L'Huma Dimanche* (de la création en 1971 à 1982) ; résistant, membre du PCF depuis 1946 ; membre du comité fédéral de l'Hérault (1948-1953) ; membre du syndicat CGT du bâtiment (1947-1948) ; membre du comité national des journalistes CGT en 1971 ; au début des années 1960, chroniqueur régulier de la revue mensuelle de la ligue de l'enseignement *Pourquoi ?* sous le pseudonyme de Pierre Say ; écrivain.

Pierre Jacques, Louis, Calmette – les deux derniers prénoms sont ceux des parrains, selon la tradition de sa famille catholique – naquit le 6 janvier 1925 à Laurens (Hérault), un village à une vingtaine de kilomètres au nord de Béziers. Son père, Jean Calmette, né à Viane (Tarn) le 2 octobre 1890, était « ramonet », domestique agricole chargé de l'entretien des chevaux, chez des « moyens propriétaires » pour reprendre l'expression de Pierre Calmette. La famille de son père était originaire du Tarn, du canton de Lacaune et de celui d'Alban. Dans l'Hérault, venant de la montagne, ils étaient considérés comme « gavaches ». Sa mère, Augustine Canac, sans profession à la naissance de Pierre, née le 11 juillet 1892, avait servi comme bonne quelques années dans cette famille, quand elle était « descendue » des monts de Lacaune dans le Tarn vers le « Pays bas » pour vendanger en 1907. Les Calmette avaient trois enfants, Pierre et deux filles, Jeanne et Suzanne. Jusqu'en 1936, le père vota socialiste mais avec beaucoup de méfiance. Lors d'une grève des ouvriers agricoles de l'Hérault à la fin du mois de mai 1936, un grand rassemblement de 20 000 personnes fut organisé à Béziers par la CGT. Le père qui s'occupait d'un cheval fit des grèves symboliques mais participa au meeting. Quand il revint du rassemblement, il avait l'impression d'être trahi, le député socialiste élu en 1936, Fernand Roucayrol*, ne s'étant pas déplacé. À partir de ce moment-là il vota communiste. Sa mère suivait les orientations du père mais elle était de tradition catholique. Pierre Calmette fit sa première communion au moment du Front Populaire à l'église de l'Immaculée Conception à Béziers. Poussé par sa mère, il fréquenta le cours complémentaire Louis Blanc pour préparer le concours de juin 1942 afin d'entrer à l'École normale. Il fut premier sur la liste complémentaire, mais l'École normale fut supprimée par le régime. Il intégra une première au lycée de Béziers la veille du débarquement en Afrique du Nord. Il passa la première partie du baccalauréat en 1943. Il rentra au maquis, à dix-neuf ans, en juillet 1944, après le débarquement. Il rejoignit le groupe Patrice des FFI du Tarn. C'était un groupe formé par l'Armée secrète. Patrice, de son vrai nom Vasseur, était commandant et avait les galons de lieutenant-colonel dans la résistance. Certains résistants du groupe étaient des mineurs polonais, déplacés du nord vers les mines de Carmaux en 1940. Pierre Calmette fut affecté à la 5^e compagnie dont il devint le secrétaire. Les combats contre les Allemands n'eurent lieu que lors de la libération d'Albi, le 19 août. Trois jours après, une colonne allemande chercha à traverser Albi pour rejoindre Millau et la vallée du Rhône. Elle fut attaquée par les FTP qui occupaient le lycée. Il y eut une vingtaine de morts. Après la libération, les résistants restèrent sur place à Albi et signèrent un contrat d'engagement, en octobre, seulement « jusqu'à la fin des hostilités contre l'Allemagne ». Le groupe Patrice forma un bataillon, le 1^{er} du 15^e RI. Il fut envoyé sur l'Adour en novembre 1944 à Peyrehorade, ensuite sur le front de La Rochelle où il n'y avait pas de combats. Ce n'était pas le cas sur le front de Royan où le bataillon combattit en janvier 1945. Il fallait dégager la Gironde. Le 5 janvier 1945, une importante formation de la RAF bombardra Royan. La ville fut rasée et il y eut

1 200 morts. En mars-avril 1945, on envoya Pierre Calmette aux Sables-d'Olonne suivre un stage de formation de sous-officier. Le 15 avril, il fut renvoyé sur le front de Royan, bombardé au napalm par les Américains. Il arriva après la bataille. En août, secrétaire de sa compagnie, il fut mis en congé pour poursuivre ses études. Il trouva du travail chez un ingénieur des Ponts-et-Chaussées et prépara le bac par correspondance. Il passa la deuxième partie du bac en juin 1946, une session spéciale réservée à ceux qui avaient interrompu leurs études en 1944. Il ne put pas continuer en histoire à l'Université : il dut travailler. Il adhéra au PCF entre les élections législatives et les élections au Conseil de la République (novembre 1946). Il était un militant acharné et membre du secrétariat départemental de l'Union de la Jeunesse républicaine de France. Après les grèves de 1947, en janvier 1948, à 23 ans, il fut élu au comité fédéral du PCF de l'Hérault avec un groupe de jeunes. Il travailla dans un centre de formation accélérée du bâtiment à Béziers, pour être métreur, une idée du syndicat CGT du bâtiment. Il était secrétaire-adjoint du syndicat CGT du Bâtiment de l'école dans laquelle il y avait 60 jeunes de l'UJRF sur 140 élèves. En 1949, par l'intermédiaire de Paul Balmigère*, ouvrier agricole résistant, responsable de la fédération PCF de l'Hérault, Louis Mardon, un instituteur directeur du journal du Front National de Montpellier, créé au printemps 1943, *La Voix de la Patrie*, l'embaucha comme secrétaire. Il passa à la rédaction et devint journaliste. Il se maria le 8 septembre 1951 à Béziers avec Lucienne Béhar, fille d'une famille juive sépharade du Maroc. Lucienne, étudiante à la faculté de pharmacie de Montpellier, était responsable de l'UNEF et avait adhéré à l'Union de la Jeunesse Républicaine de France et au Mouvement de la Paix dont elle sera, à 20 ans, l'une des dirigeantes des étudiants montpelliérains.

Le journal fut arrêté en février 1953. Certains journalistes furent transférés à *La Marseillaise*. Balmigère l'envoya à Paris, chez les cadres du Parti, rue Le Pelletier et, là, on lui proposa de partir avec un contrat de trois ans pour travailler à l'étranger au conseil mondial de la Paix qui venait de se créer, en tant que chef adjoint du service d'information du mouvement de la Paix. Il partit d'abord à Prague puis à Vienne. C'était la grande période du Mouvement : l'appel de Stockholm avait reçu des millions de signatures, il y avait eu la campagne contre le réarmement de l'Allemagne. En 1956, il revint en France au moment des événements de Suez et de Hongrie. Il était au service du parti et on l'envoya comme accrédité à la Présidence de la République, à Matignon et, à l'Assemblée Nationale, comme représentant de la presse communiste et progressiste de province pour l'agence UFI (Union française d'information dirigée par des communistes). Il y resta jusqu'en 1971 et participa alors à la création de *L'Huma Dimanche* comme chef-adjoint du service politique. Il y resta jusqu'au 1^{er} avril 1982, date à laquelle il prit sa retraite. Il fut membre du comité national des journalistes CGT en 1971. Au début des années 60 pendant cinq ou six ans, il fut chroniqueur régulier dans la revue mensuelle de la ligue de l'enseignement *Pourquoi ?* Il écrivit des articles d'histoire, liés à l'actualité, mais sous des pseudonymes (Pierre Say). En 1956, sa femme entra comme pharmacienne de recherche chez Thérapix jusqu'en 1981, date de sa mort à 51 ans. Ils eurent une fille Sylvie, née en 23 août 1958, éducatrice spécialisée à la Protection judiciaire de la jeunesse.

Pendant sa période professionnelle, il fut toujours membre du PCF. Dans les années soixante, il refusa d'être candidat aux élections cantonales dans le Val d'Oise, dans le canton d'Ecouen. En 1989, au lendemain des élections municipales, élections perdues par la gauche, le titre de *L'Humanité* « Grande victoire », le fit bondir. Il démissionna du parti mais continua de faire le journal de la cellule de Blanquefort (Gironde). Il reprit sa carte quand il s'installa à Lunel (Hérault) en 1995. Depuis 2006, il vit chez sa fille à Banyuls-dels-Aspres, dans les Pyrénées-Orientales. À la retraite, il a écrit plusieurs livres d'histoire familiale et personnelle, retrouvant l'occitan de son enfance.

Il obtint le Prix Prosper Estieu de l'Académie du Languedoc pour *Vie et mort de personne*.

ŒUVRES : *Méchante Fumée au logis – Michant Fum a l'ostal*, Clermont-l'Hérault, Les Ateliers de la licorne, 1994 ; *C'était si loin Paris...*, Clermont-l'Hérault, Les Ateliers de la licorne, 1998 ; *Mémorable Bugade, énième policière à l'ancienne*, Les Ateliers de la licorne, 2000 ; *Vie et mort de personne*, Valence-d'Albigeois,

Vent Terral, 2001 (Prix de l'Académie du Languedoc) ; *L'Innocent – Lo Salvatjon*, Valence-d'Albigeois, Vent Terral, 2002 ; *Le Secret de la pierre plantade*, Lattes, Ed. Esmeralda, 2004 ; *La Bague à mi-doigt*, Nages, Centre de recherche du patrimoine de Rieumontagne, 2007 ; *Noces de pomme de terre*, Nages, Centre de recherche du patrimoine de Rieumontagne, 2007.

SOURCES : Entrevue avec l'intéressé le 17 novembre 2010 ; extrait d'acte de naissance de la mairie de Laurens (Hérault) (1953) ; engagement dans l'armée française (1944).

Miquèl RUQUET

*

SAINT-JOURS Yves.

Né le 4 août 1930 à Morcenx (Landes) ; forestier, puis juriste en droit du travail et professeur d'université ; militant de l'UJRF et du PCF dans les Landes, à Paris, dans la Haute-Garonne, les Pyrénées-Orientales).

Né dans une famille de forestiers landais, Yves Saint-Jours n'a suivi qu'un enseignement primaire conclu par le CEP avant d'accompagner son père qui dirigeait une petite scierie itinérante à travers les forêts du département. De santé assez fragile, il lisait déjà beaucoup et se sentait révolté contre l'exploitation capitaliste. C'est ainsi qu'il eut entre les mains un numéro de *L'Avant-Garde*, le journal des Jeunesses communistes devenues UJRF, et décida d'adhérer. C'était à l'automne 1946, au siège départemental à Dax. Mais c'est dans sa ville natale de Morcenx, une petite cité ouvrière sur la ligne de chemin de fer Bordeaux-Bayonne qui comptait quelques élus communistes, qu'il se sentait intégré. Il prit vite des responsabilités dans le mouvement communiste, parmi la quarantaine de jeunes militants ou sympathisants. Sa famille paternelle fut surprise par cet engagement qui ne correspondait pas aux traditions familiales, mais n'y fit pas obstacle.

En 1947, avant le congrès départemental de l'UJRF, il adhéra au PCF sous l'influence d'un instituteur qui dirigeait la section, un ancien de la SFIO. En vue du 2^e Congrès national de l'organisation de jeunesse, à Lyon en mai 1948, il fut promu au bureau départemental, et Jean Bourlon, réélu secrétaire fédéral de l'UJRF, se déchargea sur lui des responsabilités envers la jeunesse. Parallèlement, il fut successivement membre des comités fédéraux du PCF des Landes puis, au cours d'un séjour dans ce département, de la Haute-Garonne.

L'UJRF et le PCF étaient très actifs dans le milieu de métayers de la région. Ils menèrent une lutte qui culmina par de très fortes manifestations en 1950 contre ce système d'exploitation qui touchait les couches les plus pauvres de la population rurale. L'influence du tribun paysan Renaud-Jean restait grande dans cette mise en cause du métayage. La répression se solda par des emprisonnements et deux expulsions de métayers. Par la suite, les propriétaires acceptèrent d'appliquer la loi et réorientèrent leurs capitaux vers des placements plus avantageux qu'un métayage en fin de course. En tant que militant de la jeunesse, Yves Saint-Jours suivit alors une école du Parti.

1950, c'était aussi l'année où culminait la lutte contre la guerre d'Indochine, et celle où Yves Saint-Jours devait partir à l'armée. Juste avant cette échéance, au mois d'août, il apprit que des marins devant partir pour l'Indochine étaient venus s'entraîner à Mimizan. Toute action prévue en leur direction avait été annulée à cause du risque de répression, mais lui décida de passer outre en distribuant les tracts prévus. Il fut arrêté l'après-midi, à la plage, alors qu'il était parti se baigner ; une délégation rassemblée à l'appel d'organisations proches du PCF parvint à le faire libérer de la prison de la gendarmerie de Pontenx-les-Forges (Landes) où il était enfermé. Il fut ensuite incorporé à

Le Midi Rouge

Orange, mais sur ses dix-huit mois de service, il passa cent-vingt jours en prison, dont quarante au secret au Puget-sur-Argens pour avoir pris la parole aux Assises pour la Paix du Var, à Draguignan. Il fut ballotté d'un régiment à l'autre, d'Orange à Bastia en passant par une unité de chasseurs alpins comme éclaireur-skieur, alors qu'il n'avait jamais pratiqué le ski ni les courses en montagne. Entre-temps, il avait été élu au Comité national de l'UJRF au 3^e Congrès national de Gennevilliers en décembre 1950.

Revenu dans les Landes, et désormais bien connu localement, il eut des difficultés à trouver du travail. Il fut chargé par l'UJRF d'aller aider à la préparation du festival de la jeunesse à Toulouse, qui s'était tenu en juillet 1952, lequel se prononça très fortement pour la libération de Jacques Duclos emprisonné dans le cadre de l'« affaire des pigeons ». Admis à un stage de formation professionnelle pour adultes, il en fut renvoyé comme élément « perturbateur ». Après un temps de petits boulots, il fut coopté au bureau national de l'UJRF en février 1953, et rejoignit Paris pour contribuer à suppléer les membres élus, qui poursuivis pour leur opposition à la guerre d'Indochine étaient en prison ou en fuite. Il y fut confirmé au 4^e Congrès de Montreuil en mai. En avril 1955, au 5^e Congrès de l'UJRF, il n'était maintenu qu'au comité national.

Le 2 mai 1955, il entra comme aide-comptable à *La Vie ouvrière*, l'hebdomadaire de la CGT, alors dirigée par Gaston Monmousseau. Ce fut le tournant de sa vie. Il entreprit en cours du soir de préparer une capacité en droit, puis une licence, et fut alors coopté à la rédaction juridique qui éditait aussi une revue, devenue par la suite *Revue pratique de droit social*. Il fut recruté en 1967 comme assistant à l'Institut des sciences sociales du travail, dirigé par le professeur Gérard Lyon-Caen. Au fil des ans, il devint un spécialiste reconnu en droit du travail, préparant une thèse sur la Sécurité sociale sous la direction de G. Lyon-Caen. Il publia de nombreux articles sur le droit du travail dans différentes revues (*Droit ouvrier*, *Recueil Dalloz*, *Semaine juridique (J.C.P)*, *Revue de droit sanitaire et social*, etc.), et des livres parmi lesquels un *Traité de la Sécurité sociale* publié sous sa direction. La thèse soutenue en 1971 et il prépara l'équivalence de l'agrégation par la voie longue, après un échec au concours classique. G.Lyon-Caen lui proposa de le remplacer au bureau de l'Institut européen de Sécurité sociale qu'il avait contribué à fonder à Bruxelles. A partir de 1972, il occupa un poste de maître-assistant à l'Université de Paris 1, enseignant à l'U.E.R Travail et études sociales. Après avoir subi un échec au concours de recrutement des professeurs de droit à la voie longue en 1981, il fut admis en 1985 et nommé professeur de droit privé, chargé du droit social à l'Université de Perpignan. Il occupa son poste jusqu'à la retraite en 1999, restant ensuite professeur émérite. Entre temps il avait créé *La Revue d'économie sociale* (1984-1992).

Il acquit une réputation internationale par sa participation à de nombreux colloques notamment en Allemagne (1978, 1985, 1993, 1997), Autriche (1987), Espagne (1983), Grèce (1988), Angleterre (1973, 1992), Belgique (1985, 1986), Pays-Bas (1969, 1982), Italie (1974, 1991), Irlande (1977), Venezuela (1985), Tunisie (1989), Corée (1994), Israël (1995), Argentine (1998) et Canada (1999). En tant qu'universitaire, il séjourna dans trois pays de l'Est : la Pologne, la Yougoslavie et la Hongrie.

Pendant tout ce temps, il continuait à militer au Parti communiste, membre de la commission des questions sociales auprès du Comité central de 1984 à 1986, sous la responsabilité de Claude Poperen et de Yann Viens, et membre du bureau de la cellule de l'Université de Perpignan. Il est toujours membre du PCF en 2011, n'ayant jamais ressenti de désaccords profonds avec son parti, mais il n'assume plus de responsabilité particulière, seulement des collaborations ponctuelles. Ses mémoires *Au Fil des luttes sociales : du prolétariat forestier au professorat d'université*, sont en instance de publications aux Éditions du Losange à Nice. Il y relate son parcours fidèle à ses idées de jeunesse.

Yves Saint-Jours s'est marié en mai 1955 avec Jacqueline Piva, elle aussi militante du PCF. Le couple a eu trois enfants, des petits-enfants, et est resté fixé dans les Pyrénées-Orientales.

ŒUVRES (choix) : *La Faute dans le droit général de la sécurité sociale*, Thèse d'État, université de Paris 1. Préface de Gérard Lyon-Caen. LGDJ, 1972, tome XVI de la Bibliothèque de droit social ; *Le Droit pénal de la sécurité sociale*, PUF, 1973 ; *Le Syndicalisme dans la fonction publique*, La Documentation française, 1975 ; *Le droit du travail dans le secteur public*, LGDJ 1977, réédition 1986 ; *Le droit de la sécurité sociale* tome I du traité, LGDJ, 1980 ; *Les accidents du travail* en collaboration avec Nicolas Alvarez et Isabelle Vacarie tome III du traité, LGDJ, 1982 ; *La Mutualité*, en collaboration avec Michel Dreyfus et Dominique Durand, tome V du traité, LGDJ, 1990. De nombreux articles dans de multiples revues : *Dalloz*, *Droit social*, *Droit ouvrier*...

SOURCES : *L'Avant-Garde*, n°323, 3 janvier 1951 ; n°444, 3 juin 1953 ; n°2 nouvelle série, 24 avril 1955. — Entretien téléphonique avec l'intéressé, précisé par message électronique, février-mars 2011. — Entrevue, 1^{er} juillet 2011.

Marc GIOVANINETTI, Miquèl RUQUET

*

LECTURES CHOISIES :

Magali RIEU [dir. Christine LANGÉ], *Enllà de la Pàtria. Au delà de la patrie. Exil et internement en Roussillon (1939-1948). Catalogue des sources iconographiques sur la Retirada et les camps*, Perpignan, Trabucaire, Archives départementales des Pyrénées-Orientales. Conseil général des Pyrénées-Orientales, 2011, 378 p.

Magali Rieu, attaché de conservation aux ADPO, publie, en coédition entre Trabucaire, le dynamique éditeur nord-catalan — qu'il ne faut plus présenter tant sa contribution pour l'édition d'œuvres historiques depuis de très nombreuses années a été remarquable et constante— le conseil général et les ADPO, un splendide volume qui met à la disposition d'un large public les fonds iconographiques qui y ont été rassemblés au fil des ans (pour les seuls fonds majeurs : photographies de Chauvin, Belloc, Bohny-Reiter ; dessins, croquis aquarelles de Izquierdo Carvajal, Miro, Bohny-Reiter et Sholtz). Toutes les pièces répertoriées ne sont malheureusement pas reproduites, mais chaque fonds bénéficie d'une présentation spécifique aussi précise que rigoureuse. L'ensemble précédé d'une indispensable introduction de l'auteur, d'une préface de Geneviève Dreyfus-Armand¹ et d'une utile (bien que sélective) bibliographie est un ouvrage attrayant et de consultation agréable et aisée qui fera date parmi les innombrables ouvrages publiés sur le thème à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la *Retirada* (2009). Nous ne pouvons que féliciter Magali Rieu d'avoir mené à bien cette tâche et remercier Christine Langé, directrice des ADPO, de l'avoir encouragée et soutenue.

Avant de les présenter sommairement, nous ne pouvons que féliciter les conservateurs² qui se sont succédé à la tête des ADPO, d'avoir su, avec constance et au fil des ans, rassembler une documentation impressionnante qui constitue une source de premier plan de l'histoire de la *Retirada* (1939) puis de l'internement dans les Pyrénées-Orientales dans la décennie 1939-1948. Les premiers

¹ Historienne, auteur, entre autres ouvrages, de *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999, 475 p.

² Marie-Édith Brejon de Lavergnée, Christine Langé.

camps d'internement (ou de concentration)¹ —à commencer par Argelès—ont été installés dans la précipitation pour faire face à la *Retirada* des républicains espagnols. Mais la consolidation de ce système de camps gérés par l'État français (la Troisième République en premier lieu, Vichy, le GPRF puis la Quatrième République à ses débuts) s'est produit dans une période de crise qui culmina avec la Seconde Guerre mondiale². Les « hébergés » furent de ce fait multiples. Leurs différentes « strates » sont à relier à la chronologie, à la succession des événements, militaires ou politiques, qui provoquèrent des changements radicaux, en 1940 d'abord, puis en 1944. Aussi les Juifs et les Tziganes succédèrent-ils aux Espagnols³. En 1944, les camps encore en fonction accueillirent des collaborationnistes locaux ou autres (tels des collaborationnistes venant d'autres départements français, de nazis ou d'éléments de partis fascistes ou pro-nazis d'autres pays d'Europe capturés dans leur tentative infructueuse de se réfugier en Espagne). Rivesaltes et le Barcarès furent aussi des camps de prisonniers allemands ou italiens pour lesquels, c'est le moins que l'on puisse dire, les conventions de Genève ne furent pas toujours respectées à la lettre par les autorités françaises.

Les divers fonds iconographiques majeurs et mineurs rassemblés aux ADPO rendent compte de cette séquence tragique de l'histoire contemporaine de la Catalogne du Nord, dans la partie centrale du *court XX^e siècle*.

Le fonds le plus important est constitué par les photographies (négatifs ou tirages d'Auguste Chauvin (1896-1975) acquises en 1999 (pp. 34-157). Artisan photographe à Perpignan, Chauvin se mua ponctuellement en reporter, en particulier pendant la *Retirada*. Ses clichés furent publiés dans *L'Indépendant* (Perpignan), *La Dépêche* (Toulouse), *L'Éclair* (Montpellier), *L'Illustration* (Paris) ; 333 d'entre eux sont publiés dans le catalogue de Magali Rieu. Nous ajouterons ici que le fonds Chauvin des ADPO ne se limite pas aux tragiques événements de 1939. Après 1940, il poursuivit son activité professionnelle à Perpignan et « couvrit » l'actualité pendant les années de guerre. Quelques unes de ses photographies, en particulier celles de la libération de Perpignan, furent publiées en 1996 et en 1998 par Ramon Gual et Jean Larrieu⁴.

Le fonds Albert Belloc (né à Carcassonne en 1912⁵) est entré aux ADPO grâce à la diligence de Christine Langé, l'actuelle directrice des ADPO. Il regroupe cinquante-cinq clichés. Trente-cinq, concernant le camp d'Argelès-sur-Mer, sont particulièrement intéressants car ils présentent des aspects de la vie quotidienne des hommes qui y furent enfermés. Les seize premières photographies sont des documents précieux car la plupart relatent un haut fait de l'Armée populaire [républicaine] : le repli vers le département des Hautes-Pyrénées depuis Bielsa (province de Teruel, Aragon) de la 43^e division, prise au piège dans la haute vallée du Cinca après l'offensive générale des franquistes en Aragon. Cette unité protégea le repli de populations civiles vers Saint-Lary et Arreau.

¹ Nous n'engagerons pas ici une polémique quant à leur dénomination. Mais nous ne comprenons pas l'hostilité de certains à nommer « camps de concentration » les établissements dont la construction a été improvisée dans le département à partir de février 1939 et dont la « permanence » a été facilitée par leur consolidation au fil des ans. Magali Rieu, quant à elle, a choisi de parler de « camps d'internement » (cf. son « Historique succinct des camps d'internement », pp. 17-19).

² Gérard NOIRIEL, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette littératures, 1999, 335 p. Dans ce livre l'auteur montre la continuité politique entre Vichy et le régime qui l'a précédé, relativisant ainsi l'idée de rupture qui avait été privilégiée par l'historiographie antérieure. Ainsi, les camps français (« centres de séjour surveillé », « centres d'hébergement ») furent-ils une création de la Troisième République finissante. La Libération et l'effondrement de Vichy en 1944, ne mirent pas un terme à l'enfermement administratif de type concentrationnaire.

³ La grande majorité des hommes adultes quittèrent les camps à partir de 1940. À Rivesaltes, ce furent surtout des enfants espagnols qui furent « hébergés », en même temps que des familles juives.

⁴ Ramon Gual & Jean Larrieu, *Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane*, II a, *Els alemanys...fa pas massa temps*, Prades, Terra Nostra, 1996, 424 p. ; Ramon Gual & Jean Larrieu, *Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane*, II a, *Els alemanys...fa pas massa temps*, Terra Nostra, Prades, 1998.

⁵ Gendarme de carrière, il prit sa retraite en 1975 avec le grade de colonel.

Le fonds regroupant neuf dessins du Madrilène Ubaldo Izquierdo Carvajal (né en 1887) provient d'une association lorraine (MADON¹). Ils furent achetés par les ADPO en 1998. Ils rendent compte eux aussi des conditions d'existence au camp d'Argelès en 1936. Après 1958, date où il participa à une exposition à Toulouse, nous perdons la trace d'Izquierdo Carvajal.

Par contre Francesc Miró i Pomares (1907-1998) n'est pas un inconnu pour les habitants des Pyrénées-Orientales, car, installé en 1940 en Conflent (à Marquixanes puis à Taurinya), il y poursuivit une carrière artistique qui fit sa renommée. Ses archives, dont les documents reproduits (129 reproductions de dessins ou de photographies de dessins) furent déposées aux ADPO en 1992 grâce à la diligence de Monique Greiner. Beaucoup d'entre elles représentent des scènes d'Argelès ou des portraits d'internés. Quelques scènes sont situées dans des villes où passa Francesc Miró qui avait réussi à quitter le camp de Saint-Cyprien dont il réussit à s'extraire en septembre 1939 pour Angers où il travailla jusqu'en juin 1940 et qu'il quitta pour fuir l'avance allemande. Finalement il intégra le camp d'Argelès le 7 juillet 1940 où il fut « hébergé » jusqu'en octobre 1940.

Le fonds Friedel Bohny-Reiter (1912-2001)² provient d'un don que l'intéressée avait fait au conseil général des Pyrénées-Orientales. Infirmière suisse du Secours suisse aux enfants, elle résida dans le camp de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) de novembre 1941 à novembre 1942, secourant les enfants espagnols et, surtout, juifs que l'on transféra à partir de l'été 1942 à Auschwitz via Drancy et qu'elle s'efforça de soustraire à leur funeste sort, chaque fois qu'elle en eut la possibilité. Quelques photographies ont été prises à la maternité d'Elne (Pyrénées-Orientales) où officiait une autre infirmière suisse, Élisabeth Eidenbenz, avec qui Friedel Bohny-Reiter était en relations. Ce sont des tableaux réalisés par Friedel Bohny-Reiter et des photos annotées par elle. Ce sont des documents exceptionnels sur Rivesaltes et l'action des infirmières suisses.

Le fonds Scholtz rassemble cinquante-six œuvres picturales de Gehrard Scholtz né en 1921 à Breslau (aujourd'hui Wrocław, en Pologne). Soldat allemand, prisonnier, Gerhard Scholtz a été interné à Rivesaltes de 1945 à 1948. Membre du commando chargé du déminage, il fut amené à résider dans plusieurs lieux du département, en particulier à Collioure. Aquarelliste de talent il peignit des paysages qui « forment un contraste fort avec les circonstances de la vie en captivité » (Magali Rieu, p. 355). Le fonds comprend aussi quelques portraits réalisés par d'autres prisonniers allemands dont celui de Gehrard Scholtz par Peter Schmidt. Les pièces qui constituent ce fonds ont été achetées à leur auteur en 2009. Christian Xancho a évoqué l'expérience de G. Scholtz lors de sa conférence à Collioure le 12 février 2010 « Rivesaltes de 1944 à 1948 » alors qu'était inaugurée dans le même temps une exposition des oeuvres de captivité de l'aquarelliste allemand en partie réalisées dans la localité.

Le catalogue de Magali Rieu intègre aussi des « pièces isolées » qui forment autant de fonds mineurs. Celui de la délégation permanente pour l'Andorre fait partie de la cote 1723 W (entrée aux ADPO, le 29 janvier 1993). Il comporte quelques photographies du médecin lieutenant Berthezène affecté au détachement de la police française dans les Vallées. Quelques-uns de ces clichés³, les plus spectaculaires, donnent à voir les opérations de secours aux réfugiés en période hivernale (hiver 1937-1938) et en haute montagne. Un des groupes est identifié puisqu'il s'agissait de « transfuges » des Brigades internationales. Les autres, entrés en Andorre en février 1938, étaient sans doute des réfugiés qui quittaient la zone républicaine⁴, comme il y en eut beaucoup, dès juillet 1936. Des

¹ La signification de ce sigle n'est pas donnée.

² Dont des extraits de journal concernant Rivesaltes ont été publiés et commentés par Michèle Fleury-Seemuller (*Journal de Rivesaltes*, Genève, Zoé, 1993, 156 p.). Ce livre est à l'origine du film de la cinéaste suisse, Jacqueline Veuve (*Journal de Rivesaltes*, DVD, La Cergne (Suisse) Aquarius Films productions, s.d.).

³ Annotés par leur auteur.

⁴ Flux de migrants politiques trop souvent méconnu, réparti sur une longue période qui fut loin de ressembler à l'exode massif de la *Retirada* républicaine de février 1939.

clichés particulièrement saisissants montrent les lésions dont ont été victimes des fugitifs qui avaient effectué sans équipement des parcours de montagne dans la neige.

Chacun des « autres petits fonds » révèle un aspect particulier de la *Retirada* ou de la vie dans les camps. Ainsi un lot de photographies (parmi lesquelles certaines d'Auguste Chauvin) achetées à un libraire et entrées aux ADPO en 2005. Le fonds d'Henri Parisel, acquis en 2005 et 2006,¹ comprend quelques clichés relatifs à la *Retirada*, montrant l'importance des chevaux, ânes et mulets parmi les réfugiés, civils et militaires (cavalerie de l'Armée populaire). Certains ont pour auteur André Alis, pharmacien à Prats-de-Mollo (1883-1958). Par ailleurs, les dépôts des ADPO intègrent une documentation réunie par Arthur-Kéry Escoriguel, né à Barcelone en 1919 et réfugié de 1939. Elle fut donnée aux ADPO en 1998 par l'intéressé. Enfin, un fonds de provenance inconnue rassemble soixante-dix-huit pièces parmi lesquelles un reportage sur Valmanya après sa destruction le 2 août 1944 par les forces allemandes et la Milice des Pyrénées-Orientales et de l'Aude. Certaines d'entre elles sont encore l'œuvre d'Auguste Chauvin. Seule une photographie, montrant le camp des prisonniers allemands employés à la reconstruction du village en 1946, est reproduite dans le catalogue.

André BALENT

*

André BALENT, Georges SENTIS, Grégory TUBAN, *Les antifascistes catalans déportés en 1941 dans les bagnes d'Algérie*, Perpignan, ANACR, 2011, 52 pages. [en vente chez Georges Sentis]

L'Association nationale des anciens combattants et amis de la Résistance (ANACR) des Pyrénées-Orientales avait choisi comme fil rouge pour les commémorations de l'année 2011, le 70^e anniversaire de la déportation de communistes, d'anciens brigadistes et de républicains espagnols vers les bagnes d'Algérie. Parmi ceux-ci, on trouve plusieurs Catalans. Dans chaque commune d'origine des déportés un hommage a été rendu sous la forme d'un dépôt de gerbe lorsque cela a été possible et dans tous les cas par une conférence. Il en fut ainsi, au Boulou, à Canet, Canohés, Cases-de-Pène, Céret, Escaro, Estagel, Fillols Millas.

À ces commémorations locales se sont ajoutées une journée du souvenir, le 26 juin, à Port-Vendres, lieu de leur départ vers l'Algérie, une conférence sur *Les antifascistes catalans déportés en 1941 dans les bagnes d'Algérie* à Perpignan le 17 juin 2011, des interventions des historiens André Balent, Grégory Tuban et Jacques Cantié, et, enfin, une brochure collective. André Balent, Georges Sentis et Grégory Tuban ont rédigé cette brochure intitulée *Les antifascistes catalans déportés en 1941 dans les bagnes d'Algérie*. En cinquante-deux pages, les auteurs retracent les itinéraires des dix-huit déportés catalans (quinze habitaient les Pyrénées-Orientales, et trois y étaient nés). Une première partie suit, à partir de documents administratifs ou familiaux, le parcours des déportés depuis leur arrestation jusqu'au retour dans leurs foyers. La vie à Bossuet était moins pire qu'à Djelfa où les Espagnols étaient internés... mais aussi quelques français d'origine espagnole contre lesquels un arrêté de déchéance de la nationalité française avait été pris. Le rôle du chef de camp semble essentiel en ce qu'il peut rendre plus ou moins facile la vie. Ainsi, à Bossuet, on pouvait se cultiver grâce à un philosophe communiste interné : Roger Garaudy. A l'inverse à Djelfa, les internés sont considérés comme des bagnards. Les descriptions des conditions de vie sont très émouvantes comme en témoigne la façon dont Paul Galindo, mineur communiste et catalan d'Escaro, apprend sa libération. La seconde partie est consacrée à la biographie des dix-huit déportés catalans. À juste titre, les

¹ Originaire du Vallespir, intéressé par la vie rurale, il a consacré un ouvrage aux mulets et aux *traginers* en Catalogne du Nord (*Au temps des mulets en Roussillon*, Saint-Estève, Les Presses littéraires, 2003, 215 p.).

auteurs ont ajouté la biographie de Max Aub, le grand poète de Djelfa. Au total, cette brochure est d'autant plus passionnante qu'elle aborde un sujet peu traité jusqu'à aujourd'hui.

Pierre CHEVALIER

NOTES DE RECHERCHES :

ESQUISSE D'UNE PRÉSENCE ITALIENNE À BALARUC¹ (HÉRAULT)

Balaruc-les-Bains, en cet été 2011 (du 22 au 31 juillet) avait voulu porter un regard sur l'Italie et ses traditions. Des initiatives multiples au cours des *Neuf jours de l'Italie* ont permis l'expression des cultures italiennes, une lecture spectacle sur « *le massacre des Italiens* », adaptation scénique du livre de Gérard Noiriel², fut animée par l'auteur. Mais on ne pouvait conclure ces initiatives sans s'interroger sur la présence des Italiens à Balaruc. Suite à mon travail sur Sète³, le service culturel de Balaruc m'a demandé d'étudier ce propos.

« *Les Italiens de Balaruc les Bains* », sont le point de départ d'une enquête qui m'inclina à préciser que je me lançais dans un travail d'« *esquisse d'une présence italienne à Balaruc* ». La mémoire collective ne faisait mention d'aucun fait qui puisse attester de cette présence. La presse de l'époque que l'on peut consulter, *Le Petit Méridional* (de tendance radicale) qui paraît à partir du 19 mars 1876, ne fait pas beaucoup de place à une rubrique balarucoise et donc aux faits qui pourraient concerner des Italiens résidant à Balaruc. L'autre journal *L'Éclair* (de tendance royaliste et cléricale) paraît lui à partir du 10 janvier 1882 et ne consacre, lui non plus, pas beaucoup de place à Balaruc.

Balaruc, à l'origine, est une commune divisée en deux quartiers, celui du Village de Balaruc-le-Vieux et celui du Village de Balaruc-les-Bains. Les quartiers affichent de plus en plus ce que le conseil municipal appellera « *cette différence et cette opposition d'intérêt* ». Le 21 février 1886, il déclarera même : « *La population de Balaruc-les-Bains est essentiellement commerciale et industrielle, ses intérêts sont entièrement liés avec ceux de la ville de Cette... On trouve un établissement thermal important et toutes les industries qui en sont le corollaire ; en outre, plusieurs maisons de commerces, une raffinerie de pétrole, des hauts fourneaux, etc... La population de Balaruc-le-Vieux est, au contraire, exclusivement agricole, les habitants se livrent à la culture de la vigne, des céréales et des fourrages ; leurs relations sont restreintes aux seuls besoins d'assurer l'écoulement de leur récoltes.* »

La séparation entre les deux quartiers, en 1887, consacrera l'existence de deux communes distinctes, celle de Balaruc-le-Vieux et celle de Balaruc-les-Bains. Cependant, il convient de noter l'argumentaire réducteur, ci-dessus, pour justifier l'existence de deux communes séparées. Notons que de 1825 à la séparation, Balaruc a connu 18 maires, dont 5 seulement furent issus de Balaruc-le-Vieux (soit en 61 ans, 9 ans sous mandat de magistrats issus de Balaruc-le-Vieux)

Il semble que cette déclaration vise à traduire un état d'esprit qui signifie que les idées nouvelles inscrites dans une démarche de progrès (industrialisation, etc...) qui accompagnent souvent des aspirations républicaines et socialistes, trouvent un terrain plus favorable à Balaruc-les-Bains.

Mais pour revenir aux Italiens, face à l'absence de documents d'archives qui nous auraient permis d'entrevoir leur présence, comment progresser dans nos recherches, dans notre traque ? Notre regard s'est porté vers des documents qui au final seront les seuls qui nous permettront de déceler

¹ Titre de la Conférence débat présentée par Jacques Blin à Balaruc-les-Bains le 28 Juillet 2011 dans le cadre des initiatives *Les 9 jours de l'Italie*. Le texte présenté ici reprend l'essentiel du propos de la conférence.

² Gérard NOIRIEL, *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes 1893*, Paris, éditions Fayard, 2009.

³ Jacques BLIN « Aigues-Mortes et Cette/Sète, Villes de sel et d'immigration à la fin du 19^e siècle », *Le Midi Rouge*, n° 17 Juin 2011.

l'existence des italiens et leur nombre. Ce sont les registres de recensement et ceux renfermant l'état civil dont je vais dégager un aperçu, sur une période s'étalant de 1836 à 1931 pour les recensements et de 1875 à 1886 pour l'état civil. La période d'étude des recensements permet de déterminer l'émergence de la présence italienne et la durée de son séjour balarucois. Pour l'état civil, la période 1875-1886 permet de préciser certains contours de cette population italienne à Balaruc.

Balaruc à travers les recensements :

L'étude des recensements permettra par ailleurs d'accompagner l'évolution de la démographie de Balaruc et de déceler la composition de celle-ci. Nous cheminerons avec ces chiffres sur une période de près d'un siècle qui va nous permettre de suivre la place des étrangers dans la cité.

1836 : (publié le 1^{er} Juillet 1836)

Ce recensement dénombre 623 habitants (à cette époque Balaruc-le-Vieux et Balaruc-les-Bains ne font qu'un) les individus de sexe masculin sont au nombre de 323 (183 garçons – 123 hommes mariés – 17 veufs). Le sexe féminin compte 300 personnes (149 filles – 123 femmes mariées – 28 veuves). La colonne qui porte la mention « Titres, qualifications, états ou professions et fonction » n'est que succession des métiers suivants : cultivateurs pour l'essentiel, qui se déclinent parfois en agriculteurs, les originalités qui apparaissent sont jardiniers ou journaliers.

1851 : (pas de date de publication)

La façon dont il exploite les données est à noter, puisque apparaît dans ce recensement, la religion des habitants (ce qui pouvait être mentionné avant la Séparation de 1905).

La population est toujours en baisse, avec 584 habitants recensés. Les garçons sont au nombre de 139 et les filles 121.

Ce recensement fait apparaître le détail des professions avec un décompte selon le sexe (Hommes/ Femmes). Ainsi on apprend dans la colonne « Propriétaire – Cultivateurs » qu'il y a 64 hommes et 40 femmes. Dans la colonne « Journaliers – Vignerons – Jardiniers – Laboureurs – etc... » on trouve 110 hommes et 52 femmes.

L'industrie de l'habillement qui regroupe des métiers divers (cordonniers, brodeuses, fabricants de fleurs artificielles, etc...). Il y a 44 femmes pour 1 homme. 50 femmes sont mentionnées comme vivant du travail ou des revenus de leurs maris.

Sur ces 584 habitants, ils sont 582, mentionnés comme Français d'origine et 2 Espagnols.

Une mention nouvelle apparaît dans ce recensement, c'est celle du culte. Les 584 personnes sont toutes répertoriées comme « catholiques romains ».

1872 : (publication le 15 mai)

La configuration d'exploitation des données s'accompagne cette fois, du lieu de naissance des personnes, ce qui va nous permettre d'enregistrer la présence de 7 étrangers (4 Italiens, dont une famille où le père est menuisier, l'épouse française et 2 enfants italiens – et 3 Espagnols). La progression de la population continue, 782 habitants dont 389 aux Bains et 355 au Vieux et une population « éparse » de 38.

1876 : (Publication 1^{er} Janvier 1877)

En 4 ans la population a progressé de plus de 100 personnes. Elle atteint les 890 habitants, parmi lesquels figurent 10 étrangers. Les deux quartiers affichent un nombre d'habitants quasiment équivalent Toutefois Balaruc-le-Vieux avec 428 habitants passe devant Balaruc-les-Bains qui totalise 425 habitants. La population « éparse » est de 37 habitants.

1881 : (Publication 15 Janvier 1882)

Tout d'abord la population fait un bond supplémentaire de près de 100 habitants, elle passe à 992 habitants. 347 sont recensés à Balaruc-le-Vieux et 472 à Balaruc-les-Bains. Que c'est-il passé depuis 1876 ?

1881, la présence d'une population étrangère importante fait irruption dans les registres. L'examen des patronymes nous permet de déterminer que ce sont essentiellement des Italiens. En face de leurs noms, les mentions professionnelles qui les accompagnent sont : mineurs, terrassiers, maçons, fondeurs.

Enfin une présence italienne : mais pourquoi trouver tout à coup des métiers aussi éloignés de l'activité économique traditionnelle ?

Il y avait donc là matière à élargir la recherche. L'enquête venait de dégager des indices conduisant à une piste de nature économique et resserrait notre terrain d'investigation, entre 1876 (dernier recensement) et 1881.

* * *

Dans ces registres les femmes sont souvent accompagnées de la mention *Sans profession*. Celles qui sont considérées comme *chefs de famille* ont droit à une profession, d'autres appartiennent comme les meubles à des familles de propriétaires. Mais souvent, derrière le vocable réducteur de *Sans profession* se dissimule une profession non considérée et non prise en compte, comme s'il allait de soi que les femmes travaillent sans pour autant être reconnues comme travailleuses. Ainsi, Paul Gourret¹ dans un ouvrage, *Revue maritime*, détaille les différentes façons de pêcher. Parlant des méthodes de pêche et de l'activité de l'étang de Thau, note cette description de la pêche de la sardine dans l'étang, spécialité semble-t-il des Bouzigaux, proches voisins de Balaruc. Voici sa relation : « *Ce sont les Bouzigaux qui jettent le sardinal dans l'étang. Sans compter quelques pêcheurs du port de Cette qui opèrent plus spécialement dans l'étang des Eaux Blanches, il y a 35 patrons employant 45 matelots. La récolte, rangée dans des banastes en saule ou en osier, de forme ovale et légèrement relevées sur les bords, est ordinairement transportée à Cette, dès le matin, par les femmes des patrons bouzigaux qui, à force de rames, conduisent elles-mêmes leurs nacelles...* ».

Comme de bien entendu, ces femmes sont sans profession : partir de Bouzigues à la rame jusqu'au bateau de leur mari, souquer ferme jusqu'à Cette et revenir, c'est un entraînement que même aujourd'hui les adeptes de l'aviron ne font pas.

À quoi pouvaient donc servir des mineurs, des terrassiers, etc. ? :

Le recensement de 1881 avait donc ouvert la piste des mineurs, maçons, terrassiers, fondeurs, comme qualifications professionnelles des Italiens recensés à Balaruc. Pourquoi ces métiers étaient-ils nécessaires tout à coup dans la cité du bord d'étang, plus connue pour son activité thermale ? La documentation des archives départementales, m'a renvoyé à l'ouvrage d'Albert Fabre *Histoire de Balaruc-les-Bains (Canton de Frontignan)*. Ce livre paru en 1882, offrait l'opportunité d'une concordance de date avec celle du recensement de 1881.

La lecture de cet ouvrage me permit de faire le lien entre les professions citées plus haut... Pourquoi ? Écoutez plutôt :² « *Situés sur l'étang de Thau, à proximité du port de Cette, et sur le chemin de fer en construction de Cette à Montbazin, les hauts-fourneaux sont des mieux placés pour traiter les minerais des Pyrénées, d'Espagne et d'Afrique. Les combustibles proviennent de Graissessac, mine la plus voisine ; on en tire aussi du Gard et d'Angleterre.*

Les hauts-fourneaux sont adossés aux collines de la Gardiole ; il fallu de grands travaux de terrassement pour niveler les divers étages de l'usine, et plus de 100.000 mètres cubes de rochers ont été abattus par la poudre ; les déblais avaient d'ailleurs leurs utilisations : ils ont permis de faire une longue jetée et un port, dans l'étang de Thau.

¹ Paul GOURRET, sous-directeur du laboratoire zoologique d'Endoume, *Revue Historique* 1896 – pages 582 et 589. Gallica BNF.

² Albert FABRE, *Histoire de Balaruc les Bains (canton de Frontignan)*, Imprimerie Clavel-Ballivet et Cie, Nîmes, 1882, page 65. Disponible à la Médiathèque de Balaruc-les-Bains

Une usine de hauts-fourneaux dépense beaucoup d'eau, et l'eau salée de l'étang eût été peu convenable. Avant toute installation, on a dû s'assurer de trouver une source abondante d'eau douce, assez rare, à proximité de Cette. Des puits et des galeries dans le rocher ont capté les sources qui pénètrent dans ces roches calcaires ; on y puise par jour plus de 2.000 mètres cubes d'une eau légèrement saumâtre, mais suffisante pour les besoins industriels.

Les deux hauts-fourneaux de Balaruc peuvent produire 30.000 tonnes de fonte par an. Ces fontes, obtenues de minerais très purs, sont vendues en lingots aux aciéries, forges et fonderies. Celles à forte teneur en manganèse sont expédiées jusqu'en Amérique. Cette usine, de construction toute récente, réunit tous les perfectionnements apportés depuis quelques années dans la fabrication de la fonte. Quand elle sera desservie par le chemin de fer de Cette à Montbazin, et lorsque l'approfondissement du canal réunissant l'étang de Thau à la mer permettra aux grands navires d'arriver devant la plate-forme des hauts-fourneaux, sa situation sera une des plus favorables parmi les usines du Midi. »

On peut remarquer que si les aspects techniques sont détaillés, le décor bien planté, l'activité humaine qui permet cette réalisation, elle, est par contre absente. Ce qui est bien souvent le cas dans nombre de relations historiques. Alors que justement ce qui nous intéresse, c'est la présence humaine.

Afin de détecter celle-ci, je me suis intéressé aux hauts fourneaux. Les archives départementales me proposaient un petit dossier « Hauts-fourneaux 1877 »¹. Celui-ci m'orienta donc vers cette période et par conséquent du côté municipal afin de voir ce que pouvait en dire les élus de l'époque. La consultation des registres des délibérations du conseil municipal² m'a très peu apporté du point de vue de la connaissance de l'implantation de cette usine. La séance du 23 décembre 1877 abordera indirectement la question des hauts-fourneaux et apportera quelques éléments sur la partie de territoire occupée :

« Aliénation du droit de lignerage, sur la partie garrigue comprise dans le plan des hauts-fourneaux. Mr le maire a exposé à la Commission que la Société française financière a acheté tout récemment au sieur Fourcade pour construire des hauts-fourneaux, une partie de garrigue située dans la section C du plan cadastral d'une contenance de 14 ha 25 ares 25 centiares, sur laquelle la commune a le droit de lignerage³. La dite société pour être complètement maîtresse de la partie de garrigue sus mentionnée désirerait acheter maintenant les droits de la commune. Il propose en conséquence de demander à Mr le Préfet l'autorisation d'aliéner ce droit en faveur de la Société financière. La commission après avoir entendu l'exposé de Mr le Maire et avoir longuement réfléchi. Considérant que le droit dont il s'agit est de peu de valeur et qu'il convient de favoriser autant que possible les projets de la Société financière demande à Mr le Préfet l'autorisation d'aliéner les droits de la commune sur la partie de Garrigues comprise dans le plan des hauts-fourneaux et autorise le maire à traiter de gré à gré avec le directeur de la Société aux conditions qui lui paraîtront les plus avantageuses pour la commune. »

Par contre la lecture du *Petit Méridional* du 3 avril 1877⁴, nous amènera des éléments supplémentaires : « Cette. — Le vœu que nous avons émis depuis si longtemps est au moment de se réaliser. La construction d'une fonderie pour les minerais de fer est décidée et les travaux sont déjà commencés. Les hauts-fourneaux s'élèveront dans la commune de Balaruc sur les bords de l'étang de Thau. Un service à vapeur viendra prendre les ouvriers dans nos murs, les amènera à l'usine et les ramènera le soir.

¹ Archives départementales de l'Hérault , 5 M 347 , « Hauts fourneaux ».

² Registre des délibérations du conseil municipal 1871-1879, bibliothèque municipale de Balaruc-les-Bains.

³ C'était la possibilité, pour les habitants de la commune, d'aller ramasser gratuitement du bois sur les terrains communaux ; de quoi se chauffer tout l'hiver ! Il y avait aussi les droits de glandage, de pacage...

⁴ *Le Petit Méridional*, collection 1876 – 1944 consultable sur le site de la Médiathèque Émile Zola à Montpellier (http://www1.arkhenum.fr/bm_montpellier_pmerid/app/index.php).

Cette usine sera construite sur de larges proportions. Elle produira au début 100 tonnes de fonte par jour et ce chiffre sera rapidement porté au double et au triple.

On devine le mouvement qui va se produire dans notre ville au bénéfice de nos braves et laborieuses populations démocratiques. Ainsi trois cents tonnes du minerais étrangers arriveront quotidiennement dans notre port, seront déchargées sur chalands et transportées à l'usine. Cent cinquante tonnes de coke fournies par les bassins houillers de Graissessac et de la Grand Combe devront suivre la même voie.

On peut juger facilement de la somme de travail qui va être offerte aux bras de nos ouvriers. Nul doute que les populations viticoles si cruellement éprouvées par les ravages du phylloxéra n'éprouvent un véritable dédommagement dans les ressources qu'elles trouveront dans les travaux industriels.

Des mesures sont prises pour que les constructions s'élèvent rapidement et pour que hauts fourneaux s'allument au commencement de l'année l'année prochaine et si cet espoir se réalise les ingénieurs auront accompli un véritable prodige d'intelligence et d'activité. » Cet article pointe quant à lui, l'espoir des ouvriers.

Les hauts-fourneaux s'installeront donc sur la commune avec la bienveillance du conseil municipal qui voit là une aubaine pour le développement de la cité. Quelles furent les réactions de la population devant la suppression du droit de lignerage ? Nous ne le savons pas en l'état actuel de nos recherches. Ce que nous savons c'est que cinq membres du conseil ont saisi le préfet à ce sujet, sans que l'on connaisse pour autant le contenu de leur pétition. Nous n'avons simplement que la traduction lapidaire de cette question traitée dans la séance du conseil municipal du 4 mars 1878 avec la mention en marge *Droit de lignerage - Compagnie des hauts-fourneaux* : « *Après avoir entendu les réclamations des 5 signataires de la demande à Mr le Préfet a décidé par 6 voix contre 5 que le Maire devait continuer à faire partie de la Commission et a nommé Labat Auguste et Vidal Joseph, conseillers municipaux, pour s'associer à Mr le Maire afin de représenter la commune* »

Mineurs, terrassiers, fondeurs : je l'ai déjà dit, ces professions accolées à des patronymes à consonance italienne nous ont interrogé, nous qui sommes habitué à une histoire de Balaruc qui ne fait apparaître aucune une activité minière.

Il y avait bien une autre piste, ouverte par la *Géographie du Département de l'Hérault*, sous la plume d'Adolphe Joanne (1813-1881)¹ : « *Le minerais de fer s'extrait dans plusieurs concessions comprises sur le territoire de Balaruc, Cassagnole, Frontignan, Gigean, Saint Pons et Rieussec...* »

Cependant il convient d'être conscient que s'il y a de nombreux gisements de fer, ceux-ci semblent très pauvres en minerais. Ce n'est donc pas pour cette activité que les Italiens sont présents.

Je reviens donc à la piste ouverte par Albert Fabre, rappelons-nous : « *Les hauts-fourneaux sont adossés aux collines de la Gardiole ; il fallu de grands travaux de terrassement pour niveler les divers étages de l'usine, et plus de 100.000 mètres cubes de rochers ont été abattus par la poudre ; les déblais avaient d'ailleurs leurs utilisations : ils ont permis de faire une longue jetée et un port, dans l'étang de Thau.* »

De même que pour l'alimentation en eau, il a fallu creuser des puits et des galeries. Il paraît donc évident que la présence des Italiens mineurs, fondeurs, terrassiers, est liée à l'implantation des hauts-fourneaux de Balaruc.

Par ailleurs nous sommes dans une période où l'immigration italienne est forte. Entre 1876 et 1900 on dénombre déjà plus de 220.000 départs annuels d'Italiens. Dans un ouvrage *L'émigration italienne de 1830 à 1914*² on apprend que pour le travail dans les mines on réserve aux Italiens les

¹⁰ Adolphe JOANNE, *Géographie du Département de l'Hérault (1813-1881)*, Paris, Hachette, 2^e édition, p. 55 (consultable sur Gallica, le site numérisé de la Bibliothèque Nationale de France).

² Claude LINARES, Danièle LIMA-BOUTIN, *L'émigration italienne de 1830 à 1914. Causes, conditions et conséquences socio-économiques*, <http://www.procida-family.com/data/docs/emigration-italienne.pdf>.

spécialisations telles que l'abattage du minerai, le boisage des galeries et tranchées. Un des auteurs de cette étude procède même à une différenciation qui peut nous permettre de déterminer la région d'origine de nos Italiens, présents à Balaruc : « *L'ouvrier sarde, très habile prospecteur manie moins bien le pic car la force physique lui fait souvent défaut. On l'emploie plus souvent au triage des minerais. Par contre les Piémontais sont de solides gaillards à qui l'on confie toujours les travaux à la tâche dans les terrains les plus durs, les manœuvres sont indigènes et l'encadrement est français.* »

Sont-ce ces Piémontais qui sont présents pour les travaux de creusement de la Garrigue ? On peut le supposer. Mais afin de ne pas rester sur une simple présomption, il convenait de confronter cette idée à quelques éléments concrets afin d'avoir une certitude.

Plongée dans l'état civil :

Pour cela, j'ai exploré la piste des registres d'état civil, décès et mariages et naissances. Dans l'ordre inverse du déroulement de la vie. D'une part pour voir si dans les actes y figurant se trouvaient des Italiens, avec l'origine de leur lieu de naissance (en général, les registres des décès mentionnent les lieux de naissance des personnes décédées). D'autre part pour avoir une idée d'une quelconque implantation par l'union entre Italiens et Françaises ou Italiennes et Français. Et, en dernier lieu, pour vérifier que des descendants de ces ressortissants sont restés à Balaruc.

Les registres de 1875 à 1886 m'ont apporté des éléments qui vérifiaient l'hypothèse de départ. J'ai tout d'abord exploré les registres de décès, en partant de l'hypothèse que vu les travaux dangereux des mineurs, je trouverais peut-être quelques indications.

Le premier décès décelé interviendra seulement le 28 mars 1881 et confirmera mon idée. Il concerne un nommé Manfrino Dominique, âgé de 31 ans, né à Castelnovo (province de Vénétie). La mention suivante est portée sur l'acte : « *Mort asphyxié sous les décombres d'un effondrement de voûte qui a eu lieu à la dite usine des hauts-fourneaux.* »

Le 30 mars 1881, un écho dans *Le Petit Méridional*, mentionnera en rubrique de Balaruc-les-Bains :

« *Une catastrophe s'est produite dans la matinée de lundi. Les arceaux soutenant les magasins de la houille se sont écroulés. Un ouvrier d'origine italienne est mort, un autre de La Peyrade est blessé.* »

L'ouvrier décédé n'est pas piémontais, mais vénitien, italien du nord-est. Par contre les autres décès répertoriés nous renvoient à la région du Piémont.

Le 15 février 1882, on trouve un décès à Balaruc-le-Vieux d'un homme âgé de 39 ans, né à Aliès (province de Turin). Nous trouvons ensuite un enfant décédé à 17 mois, dont le père, terrassier est né à Felizzano (région du Piémont). Au début de 1884, le décès d'une femme âgée de 50 ans, elle est née à Brosso (province de Turin, Piémont). Le 20 novembre 1884, un tourneur qui décède est originaire de Racconigi (région du Piémont). Le 23 novembre 1885, c'est le décès d'une femme de 30 ans née à Cirié (province de Turin, Piémont).

Le besoin de voir si les ressortissants italiens fondaient familles à Balaruc m'a donc conduit à scruter les registres des mariages. Mais la récolte fut maigre.

Pour les mariages, la période étudiée est la même que celle des décès de 1875 à 1886. Nous trouverons seulement trois mariages qui présentent trois cas de figures :

Le premier, le 4 décembre 1881, au cours duquel un Italien épouse une Italienne, tous les deux sont originaires de la région du Piémont. L'homme de Villafranca d'Asti et la femme de Castelnora d'Asti. L'homme est mentionné « *ouvrier à l'usine des hauts-fourneaux.* »

Le second mariage, le 17 décembre 1882, met en présence un ressortissant italien, (tourneur en métaux) majeur. Il est né à Racconigi (région du Piémont). Il épousera une jeune fille - mineure - née à Balaruc-les-Bains, dont le père est agriculteur. C'est son décès que l'on avait retrouvé le 20 novembre 1884.

Le troisième mariage unit un Français né à Cette, agriculteur, majeur, avec une femme majeure, née à Elva (province de Coni, Piémont).

Comme les recensements m'avaient donné quelques indications sur la présence de couples italiens, j'ai donc consulté les registres des naissances afin de voir les résultats de ces unions.

La première naissance apparaît en 1879. Entre 1879 et 1886, j'ai dénombré 22 naissances qui m'ont fourni des éléments supplémentaires quant à l'âge des parents présents à Balaruc.

Entre la première et la dernière naissance, mentionnée ci-dessous, 14 autres nourrissons verront le jour à Balaruc.

La dernière naissance de cette période 1875-1886, est celle de Marie chez un ouvrier mineur de 36 ans et d'une mère sans profession, de 26 ans.

Pour l'essentiel, ce sont des couples dont l'activité de l'époux est liée à celle des hauts-fourneaux. La moyenne d'âge des parents est de 31 ans pour les hommes et de 27 ans pour les femmes. Les quelques mentions marginales que j'ai citées montrent que les enfants nés à Balaruc ont fait une vie sous d'autres cieux. En recherchant dans le registre du recensement de 1931, nous n'avons trouvé aucun nom pointé dans les actes évoqués précédemment.

* * *

Mais revenons au recensement de 1881, parmi l'ensemble des Italiens résidant à Balaruc-les-Bains, environ 25 mineurs y résident sur les 57 mineurs et terrassiers dénombrés au recensement. Parallèlement les 11 mineurs et terrassiers qui résident à Balaruc-le-Vieux possèdent des noms à consonance française.

Il faut noter cependant qu'à ce recensement de 1881, une colonne particulière est ouverte pour l'usine des hauts-fourneaux. 133 individus, soit 13,40 % de la population totale, sont logés dans 9 maisons et se répartissent en 29 ménages. Dans ce quartier des Italiens semblent être pensionnaires de la cantine Agneau. Parmi ceux qui habitent à Balaruc-les-Bains, 4 sont là avec leur famille. Mais on ne les retrouvera pas au recensement suivant en 1886. Nous avons vu l'article que l'article du *Petit Méridional* espérait beaucoup pour que les chantiers liés à l'implantation de l'usine offrent du travail à la population sèteoise. Nous avons vu que le recensement de 1881 permettait de déceler la présence des Italiens. Aussi, profitons-en pour franchir l'étang et porter un regard sur les éléments du recensement de la Ville de Sète à cette même date. Il fait apparaître un nombre important d'Italiens – 2.469, soit 7,38 % de la population totale – et parmi eux un nombre important de journaliers italiens. Le maire de Sète s'en ouvrira au maire de Nice dans un courrier où l'on trouve cette phrase¹ : « Cette possède, comme vous le savez sans doute, une colonie italienne très considérable et qui tend à s'accroître de jour en jour ».

Dans ce recensement on comptabilise 565 journaliers italiens, avec une moyenne d'âge de 32 ans. Ce sont surtout des hommes célibataires. Très peu sont mariés, mais ils ne sont pas implantés à Sète avec leur famille. Il semble qu'ils soient à la recherche d'un travail saisonnier, puisque nous ne les retrouvons pas dans les recensements suivants.

La recherche du travail saisonnier est valable également pour ceux recensés à Balaruc. À Cette, ils sont nombreux à participer aux travaux du port. Un parlementaire italien, Napoleone Colajanni, déclarera dans les années 1894² : « Les Italiens s'infiltrèrent partout ; dans les caves, dans les mines, dans les travaux agricoles, dans les travaux de terrassement, là où il y a un salaire mesquin à gagner (...) la composition de la masse de nos travailleurs en France et à l'étranger est la plus humble de toutes ».

¹ Magali LLOPIS, *La colonie italienne de Sète, fin du 19^e début du 20^e siècle*, Mémoire Université de Montpellier (consultable aux Archives Municipales de Sète).

² Enzo BARNABA, *Le sang des marais*, p.17. Cité par Magali Llopis.

Les journaliers italiens varient dans leurs activités professionnelles. Ainsi celui qui est journalier en 1876 se retrouve mineur dans les carrières de la ville de Sète en 1881. D'autres sont employés aux chantiers de chemin de fer du port et seront même à l'origine d'une grève qui aurait éclaté parmi les ouvriers italiens. Ils ont certainement fait partie de ceux qui ont pris chaque jour le bateau pour se rendre aux travaux de terrassement de l'usine des hauts-fourneaux.

À Balaruc, les données du recensement de 1886 font apparaître la nationalité des habitants. Parmi les 74 étrangers qui résident à Balaruc, 43 sont italiens (20 portent la mention professionnelle, mineurs, 8 celle de terrassiers ou maçons). Parmi eux 5 seulement sont domiciliés au quartier de Balaruc-le-Vieux. 4 familles sont dénombrées avec un total de 8 enfants.

Au recensement de 1891, nous ne dénombrons plus que treize Italiens, sur un total de trente et un étrangers. Deux sont menuisiers (dont un avec son épouse qui est française). Un épicier avec une épouse également française. Un est cultivateur, il y a une cultivatrice avec un mari français, un terrassier avec son épouse, un réside à la cantine Agneau près des hauts-fourneaux avec son épouse et quatre enfants et un est identifié journalier.

Si on suit la trace de l'évolution de la présence italienne à Balaruc jusqu'en 1931 (à partir de 1887, nous ne parlons plus que de Balaruc-les-Bains), cela donne les éléments suivants : en 1896, nous dénombrons vingt-quatre Italiens et l'émergence d'une immigration espagnole avec vingt-quatre dont les métiers sont à peu près identiques à ceux des italiens. Les étrangers représentent à ce moment là 7,54 % de la population totale

En 1901, nous sommes en présence de trente-quatre Italiens (dont 6 familles), ils représentent 2,45 % de la population totale et 24,64 % de la population étrangère). Ils occupent des métiers divers allant d'ouvrier d'usine à Saint-Gobain, à cordonnier en passant par cocher. Les Espagnols sont au nombre de quatre-vingt-quinze et représentent 6,85 % de la population totale et 68,84 % de la population étrangère. Vingt-deux sont logés dans ce que l'on appelle les casernes des Hauts-Fourneaux, décomposées en trois casernes. Dix-sept sont mentionnés comme « ouvrier d'usine Saint-Gobain ». 9 sont « ouvriers d'usine Raffinerie ». Plusieurs journaliers (italiens et espagnols) sont recensés à la Maison Coulon.

Au cours des recensements successifs de 1906 à 1931, l'évolution de la population étrangère à Balaruc sera en progression continue, avec une pause en 1911 et en 1926. En 1906, il y aura 186 étrangers soit 12,71 % de la population totale. En 1911, 158 étrangers soit 10 % de la population totale. En 1921, nous sautons à 466 étrangers soit 27,18 % de la population totale. En 1926, le nombre des étrangers stagne avec 443 soit 25,83 % de la population totale.

1931 : L'industrialisation consacre l'implantation des Espagnols :

Le recensement de 1931 sera un point fort qui mérite que l'on s'y attarde. Les étrangers représenteront 34,02 % de la population totale alors que Sète à la même date ne compte que 10,22 % d'étrangers et que la proportion en France est de 6,6 %. Ils représentent 47 % de la population du Quartier des Usines.

Les Italiens sont au nombre de vingt : dix hommes et dix femmes (parmi elles deux sont conjointes de Français). Deux autres, célibataires (l'une bonne, l'autre masseuse à l'établissement thermal). Pour les hommes, on en trouve quatre qui sont ouvriers à Saint-Gobain, un qui est maçon à l'usine d'engrais, un autre maçon à l'usine Coignot, un autre qui est simplement mentionné maçon et un mineur. Et deux garçons. Ils sont originaires de différentes régions d'Italie et sont tous nés à des dates où ils étaient trop jeunes, malgré le travail précoce des enfants, pour participer à l'aventure des hauts-fourneaux.

Deux enfants d'un couple sont nés à Beaucaire et deux autres à Cette, ce qui signifie bien qu'ils ont voyagé au gré des offres de travail.

Il y a six Portugais, un Tunisien, un Algérien et un Suisse. Les Espagnols à eux seuls représentent 32,74 % de la population totale et 96,23 % de la population étrangère. Leur nombre (664) se répartit ainsi : 220 hommes, 164 femmes, 132 enfants garçons, 148 enfants filles.

Il y a 140 familles espagnoles, dont 107 avec enfants, soit une moyenne de 2,62 enfants par famille. Plusieurs familles sont accompagnées de la belle-mère qui est généralement la mère de l'épouse.

Pour les principales activités professionnelles qu'ils occupent, nous trouvons : 101 employés à l'Usine Saint-Gobain, 48 à la raffinerie du Midi (dont 17 femmes), 15 à Lafarge – Pavin, 2 à la Compagnie bordelaise.

Ce petit détour dans les pages des différents recensements et de l'état civil, est indicatif du rapport que Balaruc entretient avec l'immigration à partir de l'expansion industrielle. Mais la caractéristique, pour les Italiens, c'est que nous sommes en présence d'une immigration saisonnière. Les Italiens pratiquent les migrations saisonnières depuis des siècles. Depuis la fin du XVIII^e siècle, les guerres ont déplacé de nombreuses personnes et le mouvement est entré dans les mœurs. Comme il y a encore très peu de formalités, les mouvements de populations sont très fluides et les frontières absolument poreuses. Depuis le sud de l'Italie, les campagnes de pêche transportaient les pêcheurs jusqu'aux rivages du nord de l'Afrique (Tunisie, Algérie, Libye proches des côtes italiennes), mais aussi de France, semblables pour les produits de la pêche et par le climat. Du nord de l'Italie, les paysans des montagnes se déplaçaient vers les proches pays frontaliers. Par ailleurs, il faut noter que l'utilisation de la langue italienne permettait d'établir facilement contact avec la langue occitane en usage à cette époque, autour du bassin de Thau.

L'Algérie, sera aussi terre d'accueil des immigrés. Suite au début de la colonisation, la politique de mise en place des grands travaux: construction des routes, des voies ferrées (en 1863 ligne Oran-Alger), des ports, du barrage du Chéelif et l'exploitation des mines de fer et de plomb de l'est algérien relanceront fortement cette émigration qui ne s'arrêtera qu'au moment de la Grande Guerre de 1914..

La présence italienne nous amène à prendre en considération l'activité des hauts fourneaux :

La première partie de la conférence nous a fait participer à travers la découverte des appartenances professionnelles à l'aventure de la création des hauts-fourneaux. Elle nous a montré également que la mise en chantier de cette activité industrielle était à l'origine de la présence des Italiens à Balaruc. À ce stade du propos, il convient d'essayer d'en savoir un peu plus sur cette entreprise.

Le 27 mars 1877, M. F. Dupin, ancien député, propriétaire à Montpellier écrit au préfet¹ : « *J'ai l'honneur de vous exposer que j'ai l'intention d'élever deux hauts-fourneaux pour la fusion de minerais de fer dans la commune de Balaruc-les-Bains, canton de Frontignan, arrondissement de Montpellier, département de l'Hérault, dans un terrain que j'ai acheté sur les bords de l'étang de Thau au tènement dit le Planas section B du cadastre de Balaruc-les-Bains et portant les numéros 587-590-591-594-595-596.*

Je vous serais reconnaissant de me faire parvenir l'autorisation de construire dès que les formalités administratives auront été remplies...

Je vous prie d'agréer... ».

Un plan sommaire est joint afin d'illustrer le plan cadastral. Le 16 avril 1877, un rapport établi par l'ingénieur ordinaire et signé par l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées (Service maritime, Navigation intérieure) répond à la demande de M. Dupin :

¹ Archives départementales de l'Hérault, série 5 M 347.

Le Midi Rouge

« *Exposé :*

Par pétition en date du 27 mars dernier qui nous a été transmis le 6 avril suivant. M. Félix Dupin, ancien député, propriétaire à Montpellier, agissant au nom de la Société Française Financière, expose à Mr le Préfet qu'il est dans l'intention d'établir deux hauts-fourneaux pour la fusion des minerais au lieu dit « Le Planas », section B du cadastre de la Commune de Balaruc les Bains, il demande en conséquence l'autorisation de construire dès que les formalités administratives auront été accomplies.

Examen :

Au début de l'instruction, le pétitionnaire nous a déclaré que les fourneaux qu'il était dans l'intention d'établir seraient situés dans l'intérieur de sa propriété et non sur la limite du rivage de l'étang ; il n'y a donc pas lieu, au point de vue de notre service d'intervenir pour le tracé des alignements. Cette demande comportant la création d'un établissement insalubre de 2^{ème} classe rentre dans les attributions du Conseil d'Hygiène du département.

Conclusion :

En conséquence nous estimons qu'il y a lieu de transmettre la demande de Mr Félix Dupin au Conseil d'Hygiène du département.

Cette le 14 avril 1877

L'ingénieur ordinaire

L. Delestran

Vu et adopté par l'ingénieur en chef soussigné

Montpellier le 17 avril 1877

Simonéa

La demande sera donc transmise au Conseil d'Hygiène du département qui se prononcera le 1^{er} mai 1877. Seules deux observations y seront mentionnées, dont celle du sieur Barré : « *Le sieur Barré s'étant présenté a déclaré approuvé l'établissement des hauts-fourneaux disant que les chemins n° 29 des Bains à Frontignan devait être réparé et tracé le plus directement possible.* »

Le sieur Jalabert Noël Jacques déclarera quant à lui approuver l'établissement des hauts-fourneaux.

Un avis du maire, sera émis le 11 mai 1877 annonçant par ailleurs qu'un commissaire enquêteur, M. Labat Auguste, a procédé à une enquête du 1^{er} mai au 10 mai. Dans cet avis, le maire, Labat André déclare : « *L'établissement de deux hauts-fourneaux ne peuvent porter aucun préjudice à la commune et que comme cette usine amènera le bien être dans le pays déjà si éprouvé par le phylloxera.* »

Le 14 décembre 1879 *Le journal de Tournon*¹ par la publication d'une publicité, nous permet de voir où en sont les hauts-fourneaux de Balaruc :

« *Société anonyme des hauts fourneaux de Balaruc - près Cette (Hérault)*

Capital social : 3,000,000 de Francs

ÉMISSION PUBLIQUE DE 9,000 OBLIGATIONS

Remboursables à 500 francs

Chaque Obligation donne droit :

1°) A un intérêt annuel de 25 frs. payables les 1er juin et le 1er décembre:

2° Au remboursement à 500 frs. au moyen de deux tirages par an.

EXPOSÉ

Les Hauts-Fourneaux de Balaruc sont situés sur l'étang de Thau, en communication avec le port de Cette, à proximité des canaux de Beaucaire et du Midi. Les navires et bateaux accostent dans le port

¹ : Site internet « Mémoire actualité ».

Le Midi Rouge

créé devant les Usines. Les chemins de fer P.L.M. et du Midi passent à 5 kil., et la ligne de Cette à Montbazin, en construction, traversera les Usines et s'y raccordera très prochainement. Commencés en 1877, deux hauts-fourneaux sont à peu près terminés, la machine soufflante, construite par le Creuzot, sera montée en juin prochain et la mise en feu aura lieu immédiatement. Ces hauts-fourneaux, dotés des procédés les plus perfectionnés et les plus économiques, produiront cent tonnes de fonte par jour au prix de revient de 88,40, soit, pour 36,000 tonnes par an frs. 3.182.400 Le prix de vente minimum étant de 105 frs. par tonne, soit 3.780.000. Le bénéfice net annuel est de 597.800 L'annuité, comprenant l'intérêt et l'amortissement des 9,000 obligations est de 234.461. Il reste encore un excédent de bénéfices de 363.130

GARANTIE DES OBLIGATIONS

La Société est propriétaire, sans dettes ni hypothèques, de tous les terrains, de deux hauts-fourneaux, d'une puissante machine soufflante, de quatre vastes appareils à air chaud système Cowper Siemens, d'une batterie de huit générateurs à vapeur, de deux machines motrices, d'un outillage parfait, de halles de coulée, magasins, réservoirs, ateliers, maison de directeur, logements d'employés et d'ouvriers ; en un mot, de tout ce que comporte un établissement de cette nature.

LA SOUSCRIPTION SERA OUVERTE

Les Jeudi 18 et Vendredi 19 Décembre 1879 à la Société Française Financière
18, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris

Les coupons à échéance de janvier et les titres facilement négociables le jour de leur réception seront acceptés en paiement, sans commission ni courtage. Les formalités seront remplies pour l'admission des titres à la Cote officielle

Les souscriptions peuvent être adressées DÈS MAINTENANT à la Société Française financière. Les Obligations ainsi demandées avant le 18 décembre seront irréductibles. Les Obligations provenant de la souscription publique seront soumises à une répartition proportionnelle.

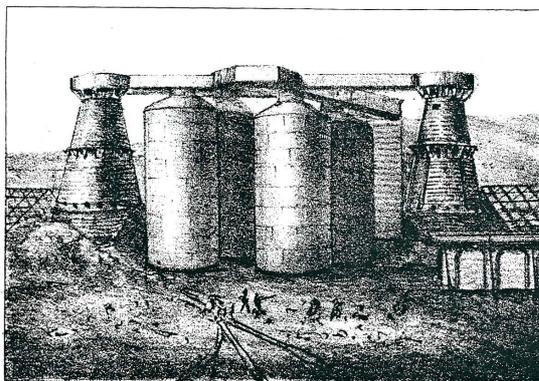
La Société Française Financière envoie franco sur demande, la notice détaillée. »

Dans le n°38 (21 septembre 1880) de la revue *Le Fer*¹, on trouve ceci :

« Dans le midi sur le littoral à Balaruc, on se dispose à mettre en feu, deux nouveaux hauts-fourneaux installés d'après les perfectionnements les plus récents et qui constituent avec leurs accessoires, une usine modèle.

On dirait à voir les usines françaises gagner le littoral et la frontière que la vie métallurgique fuit le cœur du pays pour se porter aux extrémités... »

En se référant à l'ouvrage d'Albert Fabre édité en 1882, donc établi probablement en 1880-1881, on a un aperçu de ses hauts-fourneaux :



BALARUC-LES-BAINS
Les hauts-fourneaux.

¹ Revue métallurgique commerciale et financière, consultable sur le site de la BNF, Gallica.fr

Le 1^{er} novembre 1881, la revue *le Fer* nous annonce : « *L'activité méridionale n'est pas moindre que dans le nord. À Beaucaire on complète les nouvelles installations pour profiter de la reprise des affaires.*

Il en est de même à Balaruc où l'on a commencé le traitement des minerais alumineux de bauxites qui reviennent dit on à 7 frs la tonne aux fourneaux.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la belle installation de Balaruc, dont nous avons du reste déjà entretenu nos lecteurs ».

En 1882, on apprend toujours par la revue *Le Fer* du 4 juillet que M. de Clerveaux, ancien sous directeur des aciéries de Firminy, vient d'être nommé directeur de la Société anonyme des hauts-fourneaux de Balaruc.

En 1883, les hauts-fourneaux et la raffinerie de pétrole font partie des arguments publicitaires destinés aux curistes :

— 7 —

BALARUC-LES-BAINS

Près CETTE (Hérault)

DIPLOME DE MÉRITE : EXPOSITION DE VIENNE 1878
MÉDAILLE DE BRONZE : EXPOSITION UNIVERSELLE 1878

Eaux purgatives, salées, magnésiennes, cuivreuses, bromurées et lithinées.
Température : 48°

De Paris, Bordeaux, Lyon à Cette par chemin de fer.
De Montpellier et de Cette en voitures particulières
De Cette à Balaruc, traversée d'un quart d'heure en bateau à vapeur
sur le magnifique étang de Thau.

Parmi les nombreuses excursions que les malades peuvent faire à Balaruc, nous pouvons citer la source de l'Yssanès, où l'on rencontre les vestiges d'un aqueduc romain que l'on vient d'utiliser pour conduire les eaux à Cette; la petite ville de Frontignan, connue de tous les gourmets par son excellent muscat; la ville et le port de Cette dont l'importance grandit tous les jours; les salines de Villeroy dont la proximité est si avantageuse pour les eaux mères qui viennent dans certains cas rendre plus puissante l'action de l'eau de Balaruc; la ville de Mèze remarquable par son grand commerce de vin et les magnifiques chais qu'on y admire; plus loin, l'antique abbaye de Valmagne, dont le cloître et la chapelle excitent l'admiration de tous les voyageurs. — A Balaruc même, on peut visiter les hauts fourneaux, la raffinerie de pétrole d'où l'on jouit d'un splendide coup d'œil sur le magnifique lac de Thau, dont les eaux bleues sont constamment sillonnées par de nombreux bateaux de commerce et de plaisance, ou par les bateaux à vapeur qui font le service des voyageurs entre Cette, Balaruc et Mèze. — La proximité de Montpellier vient enfin ajouter à la station les avantages et les distractions de la grande ville.

EMMÉNAGEMENT BALNÉAIRE

BOISSON, BAINS GÉNÉRAUX, DOUCHES DE TOUTE ESPÈCE,
BOUES MINÉRALES, PÉDILUVES

TARIF BALNÉAIRE

Boisson, 0 fr. 50. — Bains généraux, douches, boues minérales, 2 fr.
Pédiluve, 0 fr. 80. — Linge et service compris.

EMMÉNAGEMENT DE L'HOTEL

1 ^{re} classe table et logement.	10 50
2 ^e — — — — —	8 50
3 ^e — — — — —	6 50

Chambres et cuisines pour ménages, service à la portion, parc ombragé,
poste et télégraphie dans l'hôtel.

SAISON DU 1^{er} MAI AU 1^{er} NOVEMBRE

EXPÉDITION DES EAUX

L'eau de Balaruc se conserve indéfiniment sans perdre aucune de ses qualités. Pour en faire usage, il faut la faire chauffer au bain-marie jusqu'à 48° centigrade environ, température qu'elle a à sa source.

On expédie l'eau de Balaruc en caisse de 25 bouteilles et de 50 bouteilles.

Caisse de 25 bouteilles, 25 francs, emballage compris
Caisse de 50 — — — — — 40 — — — — —

Pour plus amples renseignements s'adresser à M. le Gérant de l'établissement des Bains à Balaruc.

Le Midi Rouge

À partir de 1883 les hauts-fourneaux semble avoir des problèmes. C'est par la revue *Le Fer* du 2 juin 1885 que l'on l'apprendra « *Qu'un jugement rendu par le tribunal de commerce a reporté et fixé définitivement au 16 janvier 1883, la date de cessation des paiements de la Société anonyme des hauts-fourneaux de Balaruc, ayant eu son siège, 18 rue Chaussée d'Antin à Paris* ».

La revue *le Fer* du 15 juin 1886, informe ses lecteurs : « *Le 26 mai, il a été procédé, à Cette, par le ministère de M. L Duran, courtier de marchandises à la vente de 250.000 kgs environ de fonte de moulage, provenant des fourneaux de Balaruc. L'enchère comprenait des lots de 25.000 kg. Le prix a été de 6 frs les 100 kg à prendre au magasin à Cette, paiement comptant sans acompte à l'enlèvement, frais d'enchères 2 % à la charge des adjudicataires.* »

Le 18 mars 1888, la revue financière *Le pour et le contre*¹ écrit : « *Les créanciers vérifiés et affirmés de la Société anonyme des hauts-fourneaux de Balaruc, au capital de 300.000 frs, dont le siège était à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, 18, en liquidation, peuvent se présenter de 3 à 5 heures, chez Mr Sauvalle, syndic, quai des Grands Augustins, 25, pour toucher un dividende de 13,70 pour cent, 2^{ème} et dernière répartition.* »

Alors que la Compagnie des hauts-fourneaux est dans des démêlés financiers, le conseil municipal de Balaruc-les-Bains examine dans sa séance du 18 janvier 1890 une réclamation des conseillers municipaux de Balaruc-le-Vieux² : « *...au sujet de la suppression par la compagnie des hauts-fourneaux d'un tronçon du Chemin rural n°25, dit de la métairie Mezieu.*

Le Conseil est invité à prendre connaissance de toutes les pièces et déclare que la Compagnie des Hauts-fourneaux a déjà provoqué les formalités voulues pour arriver à substituer légalement le tronçon supprimé par le nouveau tronçon pratiqué par elle et il ajoute aussi qu'il se propose de soumettre cette affaire au Conseil Municipal dans sa prochaine session de février.

Le Conseil approuvera la substitution. »



Photocopie d'une carte postale déposée, à la bibliothèque de Balaruc-les-Bains. Ce paysage disparut très vite laissant une excavation dans la falaise, aujourd'hui comblée par un ensemble immobilier.

¹ Consultable sur le site de la BNF, *Gallica*.

² Registres des délibérations du Conseil Municipal de Balaruc les Bains – 1879 à 1889, Bibliothèque de Balaruc-les-Bains.

On peut supposer, en l'absence de documents officiels que l'activité des hauts-fourneaux cessa entre 1895 et 1902 (1895, étant la dernière date dont l'on trouve trace dans *l'annuaire de l'Hérault* avec pour mention *syndicat des obligations, 2 rue Levat à Montpellier*. Il y a interruption de cette publication jusqu'en 1902 et à cette date les hauts-fourneaux ne figurent plus en rubrique de Balaruc-les-Bains.

Mais en cette fin de XIX^e siècle, c'est l'aventure du Creusot à Cette qui commence¹ :

« Si le Cette commerçant d'autrefois semble disparaître, pour plusieurs causes, d'après-nous, que nous n'avons pas à analyser ici, - et peut-être bien aussi, pour une large part, par l'instabilité gouvernementale qui a pour conséquence la mobilité des traités de commerce et des droits ou impôts de toutes sortes – Si Cette, disons nous semble avoir perdu le grand négoce d'autrefois, on ne peut nier que depuis quelques années Cette se transforme en Cité industrielle.

Nous en avons pour preuve déjà, l'installation des usines Pluche, des Usines Saint-Gobain, des Usines de la Compagnie Bordelaise, et maintenant et pour bientôt la création des hauts fourneaux du Creusot.

Or, on nous annonce aujourd'hui qu'une nouvelle usine de pétroles – et notez bien ceci, La Société Marseillaise des Pétroles – va bientôt installer une gigantesque raffinerie dans les terrains que lui concéderait la Compagnie Bordelaise. On parle d'une installation grandiose. C'est ainsi que les pétroles qui arriveraient par les navires appartenant à cette société, et dont deux ont déjà fait leur apparition dans notre port, seraient amenés à l'usine par un tuyau souterrain – espèce de syphon – qui, partant du quai même de débarquement, suivrait la route de Montpellier, le Pont de la Peyrade, et arriverait ainsi à l'usine, sans aucun danger et d'une façon très économique.

C'est donc là la continuation d'un mouvement de transformation de notre Cité que nous nous plaisons à constater et que notre Chambre de Commerce à pris à tâche de favoriser.

Espérons que dans une période de cinquante à cent ans, cette sera devenu un grand centre industriel, très important : tout le dénote. »

Pratiquement cent ans plus tard, en 1985, les industries disparaîtront du paysage du Bassin de Thau : la raffinerie Mobil à Frontignan, la production de la cimenterie Lafarge à Frontignan-Balaruc, etc...

Les questions qui demeurent :

Dans les débuts de ma recherche, les quelques personnes que j'ai interrogées, m'ont toutes parlé de bas fourneaux, la mémoire collective semble avoir retenue cette appellation, alors qu'à aucun moment dans mes recherches, je n'ai croisé l'appellation de bas fourneau.

Techniquement on nous explique que le bas fourneau est un four à combustion interne qui a servi, au début de l'âge du fer, à transformer le minerai de fer en fer métallique.

En ce qui concerne l'histoire du nom, il semble que le terme bas fourneau ne s'est répandu que lorsque le haut fourneau est apparu. Opposé à l'outil moderne, l'utilisation de ce terme étant chargée d'une connotation péjorative.

Le haut-fourneau est également un four à combustion interne, destiné à la fabrication de la fonte à partir du minerai de fer (ce qui est le cas de ceux que nous venons de côtoyer).

Dans *Midi-Libre* du 14 avril 2011, Jean Cano, ancien premier adjoint, parle cependant des hauts-fourneaux en évoquant *Le Château* qui dominait le quartier des usines : « Une grande et belle demeure s'inspirant du style néoclassique, bâtie au XIX^{ème} siècle pour accueillir le directeur des hauts-fourneaux ».

Château pour le directeur, casernes pour les ouvriers, les rapports de classes étaient ainsi nettement marqués. Cette bâtisse sera détruite par les bombardements de 1944.

D'un site quasiment désertique, rocailleux et caillouteux, les entreprises qui se succéderont en une quinzaine d'années en feront un quartier qui gardera le nom de quartier des Usines. Dégrossi d'abord

¹ *Journal de Cette*, 25 Novembre 1899, médiathèque de Sète.

par les ouvriers italiens, il accueillera ceux venus d'Espagne et portera même le nom de Quartier du Maroc, sans une présence envahissante des Marocains, mais les visages bien marqués des familles espagnoles avaient semble-t-il favorisé cette expression. Certains disent que c'était un peu par racisme que cette expression était employée ... mais l'explication n'est-elle pas ailleurs ? Complexe et multiple, comme à chaque fois que la mémoire essaie d'illustrer à partir d'un fait, une théorie.

« *Quartier du Maroc* » est-ce que la conquête du Maroc par la France – de 1910 à 1930 – n'a pas laissé des traces ? Notamment après les affrontements avec Abd-el-Krim de juillet 1925 à mai 1926, quand 100.000 soldats français furent envoyés au Maroc aux côtés de 100.000 soldats espagnols. Ensuite l'armée espagnole de Franco utilisa de nombreux soldats marocains recrutés dans le protectorat espagnol, à la fois pendant cette guerre du Rif de 1921-1926 et pendant la guerre d'Espagne de 1936 – 1939. Ce contexte pouvait influencer sur la perception qu'avaient les travailleurs balarucois de la présence nombreuse des Espagnols.

Mais ce n'est là qu'hypothèse et piste de recherche pour celles et ceux qui pourraient être intéressés de poursuivre ces réflexions. Cependant, lors de la discussion qui suivit ma conférence, un témoin de cette époque donna crédit à cette théorie.

Pour conclure, en août 1893, une tuerie eu lieu dans les salins du Peccais à Aigues-Mortes. Gérard Noirielle en a parlé au cours des initiatives qui ont entouré *les 9 jours de l'Italie* à Balaruc. La compagnie des Salins du Midi avait recruté en masse des travailleurs saisonniers italiens (621 travailleurs essentiellement des piémontais) – 7 à 800 travailleurs français « Ardéchois », ouvriers paysans descendus des montagnes des « trimards », ouvriers vagabonds, décrits par le préfet comme « gens sans aveu ». Gérard Noirielle les définira comme : « *Un assemblage hétéroclite d'individus sans lien entre eux, si ce n'est qu'ils apparaissent comme laissés pour compte du capitalisme, certains étant entraînés dans la spirale inexorable de la déchéance sociale* ».

Après une rixe entre trimards et Piémontais, un massacre résultat d'une véritable chasse à l'homme s'ensuivit. Les estimations vont d'une dizaine de morts (officiellement 8) à 150 morts (selon la presse italienne de l'époque). Il y aura également de nombreux blessés et victimes de lynchage, noyades, coups de bâtons et coups de fusils.

La réaction des Français fut vive en plusieurs endroits du pays. Sète qui connaissait une situation un peu identique (salins et Italiens) fut au contraire calme et ne connut aucun écho. La presse, ne mentionna pas de réactions à Balaruc.

Cette conférence devrait trouver son prolongement dans un travail de recueil de la mémoire balarucoise sur la présence des Italiens dans la cité thermale. Mémoire jusqu'ici occultée par la présence nombreuse des Espagnols.

Jacques BLIN

*

VITAL GAYMAN (1897-1985) À FONT-ROMEU (PYRÉNÉES-ORIENTALES) DE 1940 À 1944

La notice biographique qu'André Balent a rédigée de Victor Kapler¹, médecin, communiste et résistant, évoque les relations qu'il a pu entretenir avec Vital Gayman durant la courte période pendant laquelle ce dernier a résidé en Cerdagne. Peut-être pouvons-nous élargir le cercle des

¹ André Balent, "Kapler Victor", *Le Midi Rouge*, bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon, juin 2011, n° 17, pp. 11-12.

relations. En effet, lors d'une recherche récente sur une famille juive présente à Font-Romeu de juillet 1942 à juin 1943, sont apparus les noms de Jacqueline Bureau, Vital Gayman, Victor Kapler, Évelyne Peyronel, Pierre Rous et Pierre Tennenbaum ; lesquels semblaient liés entre eux.



Debout avec un chapeau, Jacqueline Bureau (ex Mme Gayman) ; à sa droite Pierre Tennenbaum. Font-Romeu, 1945, recadrage du cliché Gaudin, publié in Jean-Marie Rosenstein, *Font-Romeu, Odelló, Vià ... fa temps*, Prades, Terra Nostra, 2009, p.6.

Cette famille juive allemande s'était réfugiée à Font-Romeu à l'Ermitage, propriété de la commune d'Odeillo-Via-Font-Romeu. Un certain nombre de pavillons de cet ermitage étaient loués à l'abbé Pierre Rous. Cet abbé, chapelain de l'ermitage, était un maillon d'une filière de passage vers l'Espagne¹, que l'historien Jean Larrieu, longtemps correspondant départemental du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, puis du Comité d'histoire du temps présent, a étudiée. Ainsi, l'Ermitage servait de lieu d'accueil pour qui en avait besoin. En décembre 1942, en raison de problèmes de santé, l'abbé ne sollicita pas le renouvellement du bail, et ce fut l'association Ozanam, représentée par Monsieur Roussel, qui obtint un bail de trois ans. L'abbé Rous resta dans les lieux ; l'association et la famille Roussel continuèrent d'accueillir des candidats au passage. L'abbé Rous exerçait aussi son sacerdoce au Home catalan où Mlle Évelyne Peyronel enseignait l'anglais. Melle Peyronel est connue sous le pseudonyme de « Jacqueline » dans la Résistance. Elle est résistante à Combat et fait partie du réseau Akak².

Vital Gayman³, fait prisonnier pendant les combats de 1940, est libéré comme ancien combattant de 1914-1918. Au printemps 1941, il rejoint son épouse, Jacqueline Bureau, avec laquelle il avait acheté une pharmacie à Font-Romeu, en 1940. Les relations du couple avec Victor Kapler, lui-même actif dans le réseau Akak, ne se sont sûrement pas limitées à des relations professionnelles de médecin à pharmacienne, mais, au-delà des discussions politiques, se sont traduites aussi dans une aide au passage de la frontière. D'autant que, dans un précédent article, André Balent avait déjà évoqué le nom de Gayman, à propos de Josep Mas i Tió, contre lequel «des accusations fusèrent comme celle de s'être acoquiné avec un prétendu agent de la Gestapo, domicilié à Font-Romeu, « Gaymen »,

¹ Jean Larrieu, "Les curés passeurs des Pyrénées-Orientales 1939-1945", *Bulletin* n° 4 du Centre de recherche sur les problèmes de la frontière, Université de Perpignan, 1990, pp. 29-33.

² Jacques Pujol, *Protestants dans la France en guerre*, Éditions de Paris, 2000, p. 255.

³ G. Bourgeois, Jean Maitron, Claude Penneret, "Gayman Vital, Isidore, Élie", *DBMOF* 29, Paris, Éd. ouvrières, 1987, p. 235-238.

Le Midi Rouge

ancien conseiller municipal de Paris »¹. Pour André Balent, « il s'agissait en fait de Vital Gayman (1897-1985) [et de son épouse]. Tous deux participèrent à l'activité de filières de passage vers l'Espagne »². Or, Vital n'était pas en odeur de sainteté dans les milieux communistes, malgré son rôle essentiel dans les Brigades internationales, où il était le « Commandant Vidal » : il avait démissionné du Parti communiste, après avoir pris connaissance des propos de la radio soviétique rendant responsables de la guerre les Français et les Anglais.



Vital Gayman en 1930. Cliché in José Gotovitch & Mikhaïl Narinski et Michel Dreyfus, Peter Huber, Claude Pannetier, Brigitte Studer, Henri Wehenkel, Serge Wolikow (collectif éditorial de direction), *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier international. Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou (1919-1943)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2001, p. 303 (illustre la notice rédigée par Rémi Skoutelsky, pp. 302-304)

Résistant, donc, Vital cherche à quitter Font-Romeu, probablement au début de l'année 1943, peu après l'arrivée de la *Wehrmacht* en Cerdagne. Averti par des douaniers français que « le « Commandant Vidal » était signalé aux postes frontières allemands et espagnols », il se réfugie à Toulouse chez son beau-père, Marcel Bureau, communiste et résistant. Il y est arrêté en lieu et place, semble-t-il, du général Delestraint dont le pseudonyme était « Vidal ».

Pierre Tennebaum est à Font-Romeu avec sa mère et sa sœur depuis 1942 ; peut-être participe-t-il à la Résistance. En juin ou juillet 1944, Antoinette, sa mère, souhaite regrouper la famille et fait venir, Jean, le plus jeune des enfants, rentré à Versailles, après avoir passé l'année scolaire 1942 à Font-Romeu³. De Perpignan, Jean avertit sa famille qu'il arrive. On lui interdit de monter. Après avoir été prévenu par des gendarmes que la Gestapo le cherchait, son frère tente de franchir la

¹ ADPO, 31 W 32, note de Jean Latscha, préfet, du 31 décembre 1944.

² André Balent, « Les *guerrilleros* espagnols dans les Pyrénées-orientales d'août 1944 à mars 1945, les autorités françaises et le contrôle de la frontière », *Le Midi Rouge, bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, décembre 2009, n° 14, p. 33.

³ Ce récit vient d'informations croisées entre un entretien avec Jean (Ferrat) Tennebaum, en date du 13/06/2006, et un article de Pierre Tennebaum, « Marcel Bureau, celui qui a caché Jean Ferrat », *Les Presses nouvelles, Mensuel de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide*, n° 285, avril 2011, p. 6.

frontière avec un ami, M. Meyer. Ils sont contrôlés à Latour-de-Carol ; son ami est arrêté et lui se cache. Par mesure de rétorsion, sa sœur, Raymonde, est arrêtée et internée à Perpignan. Jean s'installe à Perpignan. Dès que sa sœur est libre, il rejoint avec elle l'Ariège où le père de Jacqueline leur a trouvé un lieu d'accueil.

« Sans doute, il [Vital Gayman] était revenu à Font-Romeu après la Libération puisqu'on le signale comme ayant eu des contacts avec Mas »¹, nous dit A. Balent. Cela est probable, puisque il doit régler un dernier problème, celui de son divorce qui sera prononcé le 20 avril 1945, par le tribunal de Prades. C'est ainsi que M^{lle} Peyronel sera témoin au mariage de Pierre Tennenbaum avec Jacqueline Bureau, le 21 octobre 1945 à Font-Romeu.

Pierre CHEVALIER

*

QUELQUES COMPLÉMENTS SUR L'ACTION DES GUÉRILLEROS DE L'AGE DEPUIS LA CERDAGNE FRANÇAISE EN OCTOBRE 1944

Dans le n° 14 (décembre 2009) du *Midi Rouge* nous avons retracé² les étapes de l'action, dans les Pyrénées-Orientales, des guérilleros espagnols de l'*Agrupación de guerrilleros españoles* rassemblés dans des formations militaires contrôlées par l'*Unión nacional española* elle-même émanation du PCE (Parti communiste d'Espagne) qui s'était organisé clandestinement en France entre 1940 et la Libération. Dans le précédent numéro du *Midi Rouge*,³ Christian Xancho a tracé une typologie des *guerrilleros* qui, dans l'euphorie de la Libération, crurent aux perspectives de la *Reconquista de España* que les dirigeants du PCE pensaient devoir réaliser rapidement, commettant en cela une lourde erreur d'appréciation stratégique et géopolitique : l'opération principale menée en octobre 1944 dans les Pyrénées centrales, dans le Val d'Aran se solda par un cuisant échec. Les opérations secondaires de complément, en appui à l'offensive *guerrillera* dans le Val d'Aran, se développèrent au même moment depuis le Vallespir et la Cerdagne (Pyrénées-Orientales). Elles aussi ne purent aboutir, s'étant heurtées à une vive réaction des forces franquistes déployées en profondeur le long de la frontière. Dans les deux cas, pour des raisons que nous n'aborderons pas ici, le soutien attendu des populations locales ne se manifesta pas, ou alors de façon marginale ou occasionnelle.

Nous développons ici deux exemples tirés de témoignages auxquels nous avons eu accès récemment. Ils relatent l'expérience de deux de deux guérilleros qui participèrent à l'opération menée depuis la Cerdagne. Tous deux eurent à faire, pour des raisons différentes à l'UNE/AGE ou au PCE. Leur expérience montre que la *Reconquista de España* fut loin d'être une épopée glorieuse dont le bénéfice aurait inévitablement rejailli sur le PCE (et le PSUC, son homologue catalan). Elle met en évidence la brutalité des méthodes utilisées par certains éléments de ces deux partis.

Henry Melich :

Dans notre article de décembre 2009, nous avons signalé le témoignage d'Henry Melich publié en

1 Idem note 5.

² André BALENT, « Les *guerrilleros* espagnols dans les Pyrénées-Orientales d'août 1944 à mars 1945, les autorités françaises et le contrôle de la frontière », *Le Midi Rouge*, 14, , Montpellier, 2009, pp. 24-43.

³ Christian XANCHO, « Les *guerrilleros* dans les maquis des Pyrénées-Orientales. Portrait des maquisards espagnols », *Le Midi Rouge*, 17, Montpellier, 2011, pp. 31-35. Dans le présent numéro de *Midi Rouge*, Pierre Chevalier livre sa réflexion sur cette problématique (ci-dessous).

1984¹. Depuis nous avons localisé Henry Melich qui vit à Ponteilla (Pyrénées-Orientales). Nous avons recueilli son témoignage² et avons rassemblé la bibliographie³ concernant plus particulièrement son activité de résistant qui, après avoir participé depuis Quillan (Aude) à l'action de filières de passage vers l'Espagne, combattit ensuite, dans la Résistance française dans le maquis FTPF « Jean-Robert » de Salvezines (Aude). Melich, jeune libertaire, réfugié à Quillan lors de la *Retirada* avec ses parents – son père, militant catalan de la CNT, avait eu des responsabilités municipales à Sant Joan Despí (Baix Llobregat, Catalogne)– combattit donc dans un maquis à direction communiste (française) et participa à la Libération de la haute vallée de l'Aude. Il eut des relations de confiance avec le chef de son maquis, Victor Meyer (« Jean-Louis » dans la clandestinité), un militant du PCF.

Après la libération de Limoux, les FTP de Salvezines restèrent une quinzaine de jours à Carcassonne avant d'être transférés à Narbonne, à l'école Montmorency.

À l'issue d'une réunion de l'*Unión nacional española* et de l'AGE à Narbonne, Melich s'enrôla, avec un compagnon de maquis, sans trop réfléchir dans une formation de *guerrilleros* dirigée par le PCE. Après un « stage » à Camurac (Aude)⁴, Melich et son groupe de *guerrilleros* furent transférés en octobre 1944, à Valcebollère (Pyrénées-Orientales) en Cerdagne, à la frontière, d'où devait partir une tentative d'invasion de l'Espagne franquiste, complémentaire de celle, principale, du Val d'Aran. Il avait été choisi pour sa connaissance du catalan indispensable pour entrer en contact avec les populations proches de la frontière avec la France. À ce moment, Henry Melich estimait en 2010, qu'il n'était pas très « défini idéologiquement ». Il avait participé à la résistance aux côtés de communistes français et pouvait être attiré par le projet de l'AGE et du l'UNE. Mais l'expérience malheureuse de l'échec de l'incursion armée dans la Vall de Ribes limitrophe de la Cerdagne française, sous le commandement du capitaine (communiste) Labela insinua des doutes dans son esprit. À Valcebollère, son père qui le joignit par téléphone lui raconta les exécutions d'Espagnols antifranquistes par des militants du PCE dans la haute vallée de l'Aude. Henry Melich et quelques-uns de ses camarades décidèrent alors de désertre de l'AGE. Après un contrôle des gendarmes dans le train entre Osséja et Prades (Pyrénées-Orientales), il fut remis à l'AGE dont l'état major se trouvait à Prades. Ils réussirent toutefois à s'enfuir. Melich revint à Belvianes. Menacé par les agents de l'UNE, il fut pris en charge par un communiste français, son ancien commandant de maquis, « Jean-Louis », mécontent de l'attitude des éléments de l'UNE. Melich savait que ses amis Miguel González, Pedro Pérez –qui avaient eu une activité résistante et avaient rendu d'éminents services au maquis « Jean-Robert » de Salvezines– et Ramon Mialet, –résistant libertaire que Melich avait perdu de vue en 1942 et qui lui avait fait connaître des auteurs qui le marquèrent : Gorki, Istrati et Jack London– et qu'il retrouva à l'AGE (dont il déserta) à Camurac, avaient été tués par Juan Fernández Pacheco⁵ (« Chato »), un communiste de l'UNE, libéré

¹ In : 1944, les dossiers noirs d'une certaine résistance. Trajectoires du fascisme rouge, Perpignan, Édition du Cercle d'études sociales, 240 p. [témoignage de Melich, pp. 130-144].

² Ponteilla, 28 décembre 2010.

³ Voir en particulier : Rosemary Bailey, *Love and war in the Pyrenees. A story of courage, fear and hope 1939-1944*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2008, 294 p. [p. 208-209 ; 226-227 ; 233 ; 238 ; 239 ; 241 ; 245] ; Lucien Maury, *La résistance audoise*, tome II, Carcassonne, Comité d'histoire de la résistance du département de l'Aude, 1980, II, p. 150 ; Eduardo Pons Prades, *Republicanos españoles en la 2 guerra mundial*, Barcelone, Planeta, 1975 ; Ferran Sánchez Agustí, *Espias, contrabando, maquis y evasión, la II Guerra mundial en los Pirineos*, Lérida, Milenio, 2003, pp. 225-231.

⁴ Dans le témoignage suivant, celui de Delicado, Camurac, dans les Pays de Sault, aux confins de l'Ariège, est également mentionné comme un des lieux où les *guerrilleros* effectuaient un court stage de formation (et où ils étaient « testés » politiquement) avant de participer aux opérations de *Reconquista de España*. En octobre 1944, dans la perspective de l'opération *Reconquista de España* ce village était le siège de l'état major de la 5^e brigade de l'AGE (Aude).

⁵ Ils ne furent pas les seules victimes de « El Chato ». Dans le seul département de l'Aude (Melich, *op. cit.*, 1984, p. 142), on lui attribua de façon sûre treize assassinats perpétrés, entre autre, contre des « déserteurs » de l'AGE. Il y en eut aussi dans les Pyrénées-Orientales et l'Ariège. La presse locale (*L'Indépendant* ; *La Dépêche*) se fit l'écho de ces assassinats présentés parfois comme des « règlements de compte ». Une enquête policière révéla plus tard (1953) certains des crimes de « El Chato » qui fut

par la résistance de la prison de Foix (Ariège). Lui-même se sentit menacé, en sa qualité de déserteur de l'AGE. Adrien Bardou, futur maire communiste de Quillan, très lié à Henry Melich et à son père l'avait averti des dangers qu'il courait. « Jean-Louis » (Victor Meyer) lui procura une carte d'identité française auprès du commandant de la place de Carcassonne. Les *guerrilleros* de Quillan n'osèrent rien lui dire quand il virent ses papiers d'identité français. Revenu à Narbonne, Melich fut dirigé ensuite vers Castelnaudary (Aude) où il intégra le 81^e RI reconstitué à parti des divers éléments de la Résistance audoise.

Avec son unité, Melich fut dirigé, à la fin de décembre 1944, vers le front, en Alsace. Après avoir franchi le Rhin il participa à l'offensive finale contre le Troisième Reich jusqu'à Ulm (Bavière). On lui proposa d'intégrer le peloton des sous-officiers à Lörrach (Bade). Son chef de maquis, « Jean-Louis » le lui conseilla. Finalement, il demeure caporal chef et ne devint pas sous-officier car les examens eurent lieu alors qu'il était en permission. Il rentra à Montpellier (Hérault) pour être démobilisé, le 15 juillet 1945.

Henry Melich fut sauvé d'une « liquidation » quasi certaine par les hommes de main du PCE par un communiste français, le chef de son maquis FTP. Nous traiterons du reste de sa vie militante dans la notice biographique qui paraîtra dans le *DBMOMS*.

Juan Ramon Delicado :

Juan Delicado dirigea la 5^e brigade de l'Aude en juillet et août 1944 pendant les combats de la Libération. Fin août début septembre 1944, il fut remplacé à ce poste par José Diaz secondé par son ami « el Chato ». Ces derniers s'étaient connus à la prison de Foix d'où ils furent libérés le 19 août 1944 par la 3^e Brigade de l'Ariège commandée par Royo¹. C'est lui qui commandait le groupe de *guerrilleros* qui, le 16 octobre 1944, entrèrent en territoire espagnol depuis Latour-de-Carol (hameau de Quers), en Cerdagne, que nous avons signalé dans notre article de 2009². Il commandait un groupe de quinze hommes qui devaient prendre en charge plusieurs détachements de la 5^e brigade des GE³. Ce groupe alla jusqu'aux environs de Solsona (province de Lérida) et dut se replier ensuite en novembre, certains de ses éléments rentrant en France par le village cerdan d'Osséja.

À la suite de la publication de cet article, nous avons été contacté par son fils et son petit-fils, résidant à Nîmes (Gard). Dans un courrier électronique qu'il nous ont adressé le 6 janvier 2011 Ivan et Roland Delicado (fils et petit-fils de Juan Ramon) nous ont expliqué que cet événement avait été relaté également dans un rapport de « Carlos »⁴. Ils indiquaient plus particulièrement que, le 1^{er} novembre 1944, un « groupe de 60 hommes de la 5^e Brigade [de GE] aux ordres de Juan Ramon Delicado a libéré 14 hommes de la 14^e Brigade de l'Ariège encerclés par la Garde civile. Le lendemain, la zone étant

incarcéré à Carcassonne pour les assassinats d'anarchistes, de poumistes et de socialistes espagnols ou de communistes ibériques « suspects ». En 1953, au moment de son arrestation, Fernández, alias « el Chato » était maçon dans cette ville.

¹ Courrier électronique de M. Roland Delicado, 24 novembre 2011.

² BALENT, *op. cit.*, 2009, p. 36. Les événements sont évoqués en particulier dans un rapport du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet des Pyrénées-Orientales du 14 novembre 1944 (ADPO, 31 W 32).

³ En particulier les détachements sous les ordres du commandant Mateo et des capitaines Labela (chef du détachement auquel appartenait Henry Melich), et Madriles. Ils devaient se regrouper dans les environs de Solsona (courrier électronique de Roland Delicado, 24 novembre 2011).

⁴ De son vrai nom Jesús Caelles Aimerich, né le 27 octobre 1921 à Solsona qui intégra la 3^e brigade de l'AGE après avoir échappé à la *Guardia civil* le 27 octobre 1944. Plus tard, il fut, jusqu'en décembre 1949, le chef 23^e secteur. Il rédigea, au début de 1950, un rapport pour le bureau politique du PCE où furent aussi relatés les événements d'octobre-novembre 1944 situés entre la Cerdagne et Solsona (Lettre de Roland Delicado, février 2011 et copie du rapport de « Carlos »). « *En ce qui concerne Carlos, celui-ci, naturel de Solsona s'incorpora alors à un groupe de la 3^e B. qui se trouvait dans le secteur, mais Delicado l'incorpora à sa propre formation comme guide. Plus tard dans le Levant, après l'élimination de Delicado, sous l'influence d'Angel Fuertes Vidosa (Antonio) Carlos liquida des militants qui résistaient à la ligne des carrillistes* ». (Courriel de Roland Delicado, 24 novembre 2011).

envahie par les forces franquiste, ils durent quitter les lieux»¹. Dans un courrier postal² qu'il nous adressa à la fin du mois de janvier 2010, Roland Delicado précisa que « l'accrochage autour d'un moulin semble être en relation avec les mésaventures vécues par ces rescapés revenus en France. Mais il y eut tellement de combats sporadiques à cette époque que l'on ne peut jurer de rien. » Par la suite Juan Ramon Delicado faisait partie d'un groupe de vingt-cinq *guerrilleros* qui se regroupèrent dans la province de Tarragone pendant l'hiver 1944-1945. Ils étaient issus par des hommes de la 1^e brigade des GE (Pyrénées-Orientales), de la 3^e (Ariège) et, surtout, de la 5^e (Aude) et furent chargés par le PSUC de rassembler sous un commandement unique tous les GE qu'ils rencontreraient de part et d'autre de l'Èbre. « En mars 1945, poursuit Roland Delicado, sous les ordres de Delicado [Juan Ramon] ils franchirent le fleuve et organisèrent les provinces de Teruel, Castellon et Cuenca ».³

Ivan et Roland Delicado écrivent un livre sur l'*Agrupación guerrillera de Levante* (AGL) dont Juan Delicado a été le premier chef. Les « carrillistes⁴ » le « liquidèrent » le 17 novembre 1946 dans le massif de Javalambre (province de Teruel). Il fut alors présenté comme un « traître » dont on s'efforça de faire disparaître la mémoire. Mais d'autres témoignages ou documents d'archives (en particulier espagnoles) recueillis par Ivan et Roland Delicado pour la rédaction de leur ouvrage⁵ permettent de retracer sa trajectoire. Communiste, Juan Ramon Delicado fut une victime de l'action épuratrice de Santiago Carrillo. « Carlos » travaillait pour le compte de Carrillo et pratiquait volontiers la liquidation physique de ceux qui doutaient du bien fondé de la ligne officielle qui prétendaient, en dépit de tous les échecs, même après l'échec du Val d'Aran et des opérations secondaires comme celles entreprises depuis la Cerdagne, pratiquer une action de guérilla sans issue ; Juan Ramon Delicado fut la victime des mêmes procédés expéditifs que les militants de l'Aude et des Pyrénées-Orientales assassinés à l'automne 1944 par « El Chato » ou sous ses ordres. D'ailleurs, comme nous l'ont expliqué Ivan et Roland Delicado, José Diaz est devenu chef de la 3^e brigade des GI (Ariège) après la Libération⁶. C'était un proche du « Chato ». À la tête d'un groupe d'une cinquantaine d'hommes, ils pénétrèrent en Espagne (5 ou 6 novembre 1944). Leur tentative fut un échec car ils durent revenir à leur point de départ au bout de quelques semaines.

Ces deux épisodes sont un des multiples exemples de la violence meurtrière employée par les « staliniens » contre ceux, issus d'autres courants de la gauche ou de leurs propres rangs, qui, à un moment donné, furent amenés à douter du bien fondé de certaines orientations décidées par la direction, ou, plus simplement, suspectés par celle-ci d'être capables de pouvoir émettre un jugement indépendant. Ils ternissent des épisodes d'une courageuse lutte clandestine entreprise au nom de la liberté et qui fut l'occasion pour certains de ses cadres ou dirigeants de perpétrer des crimes injustifiables. Mais à l'Âge des extrêmes (Éric Hobsbawm), celui de la « brutalisation » du *court XX^e siècle* ils furent trop souvent monnaie courante.

André BALENT

¹ Courriel d'Ivan et Roland Delicado, 6 janvier 2011.

² Lettre de Roland Delicado, février 2011.

³ *Ibidem*.

⁴ Partisans de Santiago Carrillo, né en 1915, un des plus importants dirigeants du PCE. Membre du bureau politique du PCE, il fut chargé, entre 1944 et 1949 de l'action du parti en Espagne et, de ce fait, eut les *guerrilleros* communistes sous sa responsabilité. Il s'opposa en particulier au Navarrais Jesús Monzón (1910-1973). Il fut le gouverneur civil (républicain) d'Albacete de juillet 1937 à mai 1938 et de Cuenca de juillet 1938 à mars 1939. Il assumait dans la clandestinité des positions dirigeantes dans le PCE, en France, pendant la Seconde Guerre mondiale. Monzón avait été l'un des initiateurs de l'UNE. Carrillo, après l'échec de l'invasion du Val d'Aran reprit en main pour le PCE, une structure dont la création avait échappé à ses dirigeants. Il tenait en suspicion des militants (dont Delicado) dont le comportement avait été jugé trop indépendant. Monzón, arrêté à Barcelone en 1946, fut qualifié de traître « titiste » par les dirigeants du PCE qui ne le réhabilita qu'en 1986.

Plus tard, devenu anti-stalinien et secrétaire général du PCE, Carrillo devint, dans les années 1970 une des figures de proue de l'« eurocommunisme ».

⁵ Ils nous en ont envoyé quelques extraits avant publication. Qu'ils soient ici remerciés.

⁶ Jusqu'au 19 août 1944, il était emprisonné à Foix.

QUELQUES IMPRESSIONS SUR LE TEXTE DE CHRISTIAN XANCHO

En attendant avec impatience de lire la suite annoncée de l'article de Christian Xancho, je me permets de faire quelques remarques sur le texte intitulé « Les *guerrilleros* dans les maquis des Pyrénées-Orientales. Portrait des maquisards espagnols »¹.

On pourrait regrouper ces remarques en deux grandes parties. La première concerne ce que j'appellerais « les jugements hâtifs », la seconde « les approximations ».

Les jugements hâtifs :

J'en vois essentiellement quatre. Le premier se situe page 32 (paragraphe 2, ligne 11), et concerne « l'ardent et bouillonnant tempérament hispanique » qui relève plus du préjugé que de l'analyse historique. Le second, page 33 (paragraphe 1, ligne 3), est d'un autre ordre. Les *guerrilleros* n'y sont considérés que comme « une fraction d'irréductibles ». Il me semble que le fait d'accoler les deux termes (fraction et irréductibles) a un effet ironique... voire péjoratif. Or je ne pense pas que la lutte menée (militairement à ses débuts puis surtout politiquement par la suite) par les différents groupes anti-franquistes sur le territoire espagnol peut être traitée de cette façon. Malgré la trahison de la plupart des « Démocraties » à l'issue de la guerre, les luttes n'ont jamais cessé et ont permis aux divers mouvements de se reconstruire, entre 1939 et 1975, malgré l'application d'une législation répressive et un grand nombre d'exécutions. Page 33 (paragraphe 2, ligne 11), je me demande ce que signifie la phrase « les hommes se replient sur eux-mêmes ». S'agit-il des individus qui deviennent nombrilistes ou les groupes de soldats qui fonctionnent en cercles fermés. Enfin, page 35 (ligne 1), l'auteur nous présente les *guérilleros*, comme une réunion d'hommes de langue et de culture communes, avec comme seul dénominateur commun l'engagement politique et « la rage d'en découdre avec les ' fascistes ' ». Pourquoi avoir mis entre guillemets le terme *fasciste*. La rage est une justification un peu courte qui devient jugement, certainement involontaire, sur l'objet du combat.

À propos des approximations :

En quoi le « phénomène *guerrillero* » (page 32, paragraphe 3, ligne 2) déborde-t-il les cadres spatiaux et temporels du combat pour la libération de la France ? Certes les « *guerrilleros* » ont une culture propre mais les cadres spatiaux et temporels restent ceux du combat pour la libération de la France.

Qu'est-ce qu'une « société de prisonniers de guerre » ? (page 33, paragraphe 2, lignes 5 à 9). Les ressortissants espagnols sont-ils devenus des prisonniers de guerre ? Les internés y sont-ils « les brisés de la guerre du camp des vaincus » ou des combattants internés que l'on veut briser ou dont on ne veut pas qu'ils répandent le « mauvais exemple rouge » ? De plus, le rapprochement avec « l'univers concentrationnaire » aurait mérité d'être explicité. Peut-on ainsi suggérer que l'univers concentrationnaire d'Argelès, Bram ou Gurs, a la même fonction que Buchenwald, Dachau, Ravensbrück ou Mauthausen ? Et il ne s'agit nullement de minimiser la réalité des camps français ou de mener de façon hypocrite le débat sur la terminologie. Lorsque Eugen Kogon nous explique qu'un camp de concentration nazi : « c'était un monde en soi, un État en soi, un ordre sans droit dans lequel

¹ Christian Xancho, « Les *guerrilleros* dans les maquis des Pyrénées-Orientales. Portrait des maquisards espagnols », in le *Midi-Rouge*, bulletin de l'association Maitron Languedoc-Roussillon, n°17, juin 2011, pp 31 à 35.

on jetait un être humain qui, à partir de ce moment, en utilisant ses vertus et ses vices - plus de vices que de vertus - ne combattait plus que pour sauver sa misérable existence, simplement pour survivre »¹, reconnaît-on dans cette description les « camps du mépris » ? Y a-t-il eu, par ailleurs, une organisation interne aux prisonniers, comparable à ce qui s'est passé dans les camps nazis ?

Que signifie l'expression « bien que fédérés » appliquée à « ces résistants espagnols de l'exil » (page 34, paragraphe 3, ligne 1). Sachant que l'on y retrouve globalement les mêmes grandes oppositions entre PCE-PSUC, CNT-FAI et POUMistes. Même si, comme dans les milices populaires de 1936, des étrangers (internationalistes) ont été intégrés dans leurs rangs, indépendamment des choix politiques faits dans leurs pays d'origine. Ainsi on peut trouver des Résistants anarchistes ou des POUMistes dans les maquis FTPF. Pour prendre un exemple, W. Solano, dirigeant du POUM en exil, rejoindra le maquis AS dirigé par le capitaine Dolle, après sa libération, par ces derniers, de la centrale d'Eysses ; puis, il se joindra au bataillon anarchiste *Libertad*. Mais, tout cela est à la marge en raison des choix de Résistance qui se retrouvent dans d'autres actions que la lutte armée. De plus, il peut apparaître trop risqué de combattre dans les rangs FTPF ou de l'AGE, en raison de la répression qu'a subi le POUM de la part du PCE –PSUC. C'est d'ailleurs ce que semble expliquer M. Xancho par la suite.

Cependant, ces lignes, allant de « autant de traits » jusqu'à la fin du 1^{er} paragraphe page 35, ne sont pas exemptes d'erreurs ou de confusions. Tout d'abord la liste des origines de *guerrilleros* débute par une curieuse remarque : parler de « révolutionnaires internationalistes » serait un pléonasme. Cela fait pourtant partie des oppositions au sein du camp communiste entre les partisans de la construction du socialisme dans un seul pays, et ceux considérant que le socialisme ne peut être que s'il existe dans plusieurs pays. Par ailleurs qui sont ces « révolutionnaires internationalistes », des anciens des Brigades internationales (Allemands, Autrichiens, Italiens etc.), le texte disant qu'ils sont « quelques rares non Espagnols », alors on en déduit qu'ils sont Espagnols ? Quel groupe, quel parti utilise cette expression pour se définir ? Ou est-ce le nom d'une organisation espagnole ? À moins que ce ne soit un terme générique pour définir la fédération des « militants d'obédience trotskiste ou stalinienne, des anarchistes de diverses tendances, voire des indépendantistes catalans ». Comme je l'écrivais précédemment, si l'on entend par ce terme de *guerrilleros* les membres de l'UNE, la présence de trotskistes ou d'anarchistes n'y fut que marginale. Par ailleurs, peut être une fois de plus il faut rappeler que le POUM n'est pas trotskiste. La rupture d'Andrade, Nin, Gorkin et des autres membres de l'*Izquierda comunista de España* avec Trotsky est antérieure à la création du POUM, mais devient effective avec cette création². Quelques militants du POUM se sont revendiqués de Trotsky durant la guerre civile d'Espagne, dans un groupe appelé « bolcheviques-léninistes d'Espagne » et dirigé par Grandisio Munis. Mais à ma connaissance, aucun membre de ce groupe ne fit parti des *guerrilleros*. Vient une phrase qui m'inquiète, je la cite : « Souvenons-nous de la véritable guerre civile dans la guerre civile, à Barcelone en particulier en 1937, et de l'assassinat du chef anarchiste Durruti », une note ajoute : « Assassinat perpétré peu après que Durruti (CNT-FAI) ait exhorté tous les combattants internationalistes à faire cause commune ». Concernant les faits relevés et l'organisation de la phrase, il semble que la mort de Durruti suit les « journées de Mai » 1937. Or, la mort de B. Durruti a lieu à Madrid le 20 janvier 1936. Qu'apporte la note de bas de page ? Que Durruti cautionne la décision de militarisation des milices ; et pourtant rien n'est moins sûr, puisque dans la même intervention il précise : « Si cette militarisation décrétée par la Generalitat est faite pour nous intimider et nous imposer une discipline de fer, on se trompe et nous invitons les auteurs du décret à monter au front pour se rendre compte de notre moral et de notre discipline ; ensuite, nous viendrons les comparer avec le moral et la

¹ Eugen Kogon, *L'enfer organisé, Le système des camps de concentration*, Paris, La Jeune Parque, 1947, p. 17. E. Kogon était un sociologue et journaliste autrichien, arrêté en 1938, déporté à Dachau puis à Buchenwald.

² Pelai Pagès, *El movimiento trotskista en España (1930-1935)*, Barcelone, 1977, Ed. Peninsula, 311 pages.

discipline de l'arrière ». À propos de sa mort, les options les plus diverses ont été dites : adhésion clandestine au PCE entraînant son assassinat par un de ses miliciens, tué par un franc-tireur, assassiné par Orlov (organisateur en juin 1937 de l'assassinat d'A. Nin). Le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier des pays catalans* dit sous la plume de Pelai Pagès : « le 19 novembre, il [Durruti] fut grièvement blessé devant la Cité universitaire et mourut le lendemain. Sa mort fut l'objet de nombreuses versions contradictoires ; on dit qu'il fut assassiné par ses miliciens, mais selon tous les indices, il mourut dans une action de guerre »¹.

L'idée de fédération dans le combat des frères ennemis revient dans l'avant dernier paragraphe. J'en doute toujours mais n'y reviendrai pas pour ma part. Dans le cadre du débat historique, je souhaite simplement savoir en quoi les « staliniens » ne sont pas marxistes. En effet, pour C. Xancho, les *guerrilleros* fédérés regroupent des marxistes, des anarchistes et des staliniens. Enfin, l'expression « règlement de compte » et les termes de « factions », « purges » renvoient à des vérités supposées qui doivent être étayées par des références précises². Or, elles sont lourdes de sous-entendus.

Voilà donc un certain nombre de remarques sur ce texte. J'ai longtemps hésité avant de l'écrire, en espérant que la suite corrige ce qui me semble être des maladresses. Mais en fait, il m'a semblé que ce que je ressentais n'était peut-être pas le fait de tous les lecteurs et que cet article, que je souhaite être compris comme amical, permette de prolonger un débat que Christian Xancho a de façon très sérieuse engagé.

Pierre CHEVALIER

*

JUMELAGES DES COMMUNES DU LANGUEDOC-ROUSSILLON PENDANT LA GUERRE FROIDE

Les jumelages entre communes sont un phénomène de société inventé dans le contexte de la 1^{ère} guerre froide, après la rupture de 1947. La pratique est limitée, au moins jusqu'à la reconnaissance de la RDA en 1973. Réalisés alors en petit nombre en raison des contraintes diplomatiques, les jumelages se sont ensuite multipliés et sont devenus l'une des expressions de la mondialisation.

Les choix dominants dans l'Hérault :

De 1947 à 2010, sur 85 jumelages, les villes de l'Hérault ont fait 26 fois le choix de l'Espagne, 18 fois celui de l'Allemagne avec une prévalence du Bade-Wurtemberg (10 cas). Pour la région entière du Languedoc-Roussillon, le choix de l'Allemagne (RFA) l'emporte légèrement sur celui de l'Espagne.

Les sources :

¹ Pelai Pagès i Blanch, « Durruti Dumange, Buenaventura » in *Diccionari biogràfic del moviment obrer als països catalans*, coordonné par Maria Teresa Martínez de Sas (segle XIX) et Pelai Pagès i Blanch (segle XX), Barcelone, Edicions Universitat de Barcelona, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 2000, pages 486 et sq.

² Voir, parmi les publications à ce sujet : Pierre Boué, Raymond Vacheron, *Meurtres au maquis*, Paris, Grasset, 1997, 263 p. ; 1944, *les dossiers noirs d'une certaine résistance. Trajectoires du fascisme rouge*, Perpignan, Édition du Cercle d'études sociales, 240 p. ; Ramon Gual & Jean Larrieu, *Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane*, II b, *De la Résistance à la Libération*, Terra Nostra, Prades, 1998, p. 615 ,pp. 892-893 ; Pelai Pagès i Blanch, entrée "Farré Joan" in *Diccionari biogràfic del moviment obrer als països catalans*, op. cit., 2000, p. 538. L'article d'André Balent, dans ce numéro du *Midi Rouge* (ci dessus) aborde aussi des faits particuliers relatifs à ces assassinats.

Ce nouveau champ de fouilles attire des géographes comme Cécile Chombard-Gaudin, des politologues comme Antoine Vion, des historiens comme Thomas Gomart et Corinne Defrance¹. Cécile Chombard-Gaudin a consacré une attention particulière au Languedoc-Roussillon².

Dans tous les cas, le corpus des sources est en partie constitué par des archives municipales : les registres des délibérations des mairies, les photographies des cérémonies et quelques dossiers de presse qui aident à mesurer le degré d'implication de la population. Après un demi-siècle, il est rare de retrouver les membres des comités auxquels les équipes municipales importantes délèguent la gestion des jumelages, et il ne reste en mairie que quelques pièces des dossiers de demandes. Donc, les lacunes sont considérables. Heureusement, les dossiers étaient obligatoirement adressés aux préfetures. Ils sont conservés aujourd'hui au Centre des Archives contemporaines de Fontainebleau. C'est donc là que se trouve l'essentiel du corpus, soit, pour le Languedoc-Roussillon, les liasses des 5 départements de la région contenant les dossiers antérieurs à 1970, à quoi s'ajoutent quelques numéros des revues qui faisaient la promotion des jumelages³. Il y en a eu 23 avant 1970 en Languedoc-Roussillon, dont 3 seulement avec l'Est.

L'esprit des jumelages :

Les jumelages ont été pour les communes un moyen d'acquérir des droits. À leur modeste niveau, elles ne semblaient pas impliquées dans la politique internationale. De plus, en France, depuis la loi de 1884, elles étaient exclues du champ politique. Mais dans le passé, elles ont tenté à bien des reprises d'y pénétrer : en 1793, en 1871, et même, en 1944 ; autant d'efforts pour créer des contre-pouvoirs populaires face au centralisme étatique. En nouant de nouveaux liens internationaux pendant la guerre froide, elles deviennent des artisans de la détente. Dans cette perspective, les gouvernements peuvent difficilement leur faire obstacle⁴. Et, en servant la paix, elles accroissent leurs pouvoirs. Mais depuis 1947 la partie est difficile : l'Europe se casse en deux blocs hostiles et la ligne de fracture passe par Berlin. La France ne reconnaît pas la RDA.

Les gouvernements :

À l'ouest, seule la Suisse soutient ouvertement les initiatives communales. La RFA le fait aussi mais pour affirmer son appartenance. La France a des motifs de surveiller les vecteurs de propagande et les canaux de renseignement utilisés par les pays de l'Est. Et la réciproque est vraie. Dans les réticences exprimées par les diplomates quand il s'agit de créer des liens internationaux entre les communes,

¹ Cécile Chombard-Gaudin, « Pour une histoire des villes et communes jumelées », *XX^e siècle. Revue d'Histoire*, 1992, n°35 ; Antoine Vion, « L'invention de la tradition des jumelages, 1951-1956. Mobilisation pour un droit », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences po. 2003/2004 ; Thomas Gomart, *Double détente*, publications de la Sorbonne, 2003, 493 p. ; Corinne Defrance, « Les jumelages franco-allemands », *XX^e siècle. Revue d'Histoire*, Presses de Sciences po., 2008/3.

² Cécile Chombard-Gaudin, « Les jumelages en Languedoc-Roussillon avec l'Espagne, une recherche identitaire ? », in Rencontres méditerranéennes, *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, 13-14 mai 1994, Actes, pp. 133-141.

³ A.N. CAC. 770144 Jumelages de villes avec l'étranger, Documentation 1954-1969 ; autorisations de jumelages après enquête par département : 1954-1970. Et CAC 780663, dossiers de jumelages et relations amicales entre communes françaises et villes de la RDA, par départements 1960-1971. Revues : *Cités Unies* et *Communes d'Europe* .

⁴Le député-maire socialiste de Narbonne Francis Vals jumelle sa ville avec Aoste en 1960 : « *Puissent les politiques nationales s'inspirer des sentiments qui nous animent !* », *Cités Unies*, n° 17, juin 1960.

il ne faut pas voir que du mépris. C'est une question de cohérence politique et de sécurité. Les gouvernements ne peuvent ni condamner les jumelages ni laisser faire sans contrôle.

En janvier 1956, alors que plusieurs ont déjà été réalisés, Edgar Faure signe un décret obligeant les maires à remettre au préfet un dossier de demande soumis à une « Commission de coordination des échanges internationaux » qui a été spécialement créée (encore ne se réunit-elle pour la première fois qu'en février 1957) ; elle implique les Affaires étrangères, l'Intérieur et l'Education nationale. Les organisations de jumelages désapprouvent. Cent vingt-cinq parlementaires accusent le Quai d'Orsay de porter atteinte aux libertés communales. Une circulaire aux préfets de décembre 1959 prescrit de « *décourager les initiatives municipales qui, en dépit de leur caractère local, visent en fait à alimenter une campagne contre la position diplomatique adoptée par la France à l'égard de la République démocratique allemande* ». Paris et Bonn encouragent les jumelages qui servent la réconciliation, même antérieurement au traité de l'Élysée, mais la France frappe d'interdits jusqu'en 1970 les demandes pour la RDA qui n'est pas reconnue. Il n'y a pas de problème (sauf locaux) pour Montpellier-Heidelberg en 1960 ou Béziers-Heilbronn en 1963 (à Béziers le jumelage est fait malgré l'opposition des Anciens combattants). Toujours en 1963, le jumelage de Montpellier avec Barcelone satisfait aussi Madrid et tous les diplomates désireux de voir l'Espagne retrouver sa place dans l'ouest européen (mais pas les antifranquistes).

L'URSS commence à s'intéresser aux jumelages en 1954. Elle reste circonspecte et sélective, mais elle s'en sert. Sa communication repose déjà sur le PCF et des relais bien connus comme France-URSS qui admire et diffuse la culture et les succès scientifiques de l'URSS. Comme les grands films d'Eisenstein¹ qui sont des succès populaires, la visite de Youri Gagarine en 1965 facilite le jumelage Le Havre-Léningrad. Les jumelages ouvrent des canaux pour la propagande et le renseignement : on le voit dans les choix des municipalités communistes de la ceinture rouge du Bassin parisien. La RDA, l'URSS ont accepté des jumelages avec ces banlieues. Les ambassades jouent alors un rôle non négligeable : Sergueï Vinogradov qui est nommé à Paris en 1953 soutient les entreprises des mairies communistes de France.

Les grandes organisations :

Des associations internationales favorisent le mouvement avec pour première intention la réconciliation franco-allemande. L'Association des maires de France (l'AMF) qui a rompu avec les communistes en 1947 rencontre en 1948 au Mont Pèlerin, près de Vevey, des maires allemands de la zone ouest : la Suisse a soutenu ce projet dès les origines. En 1950, à Stuttgart, pour rapprocher la France et l'Allemagne, ils créent l'Union internationale des maires, l'UIM². C'est l'organisation pionnière. On lui doit le premier jumelage franco-allemand en mai 1950, entre une ville du Bade-Wurtemberg, Ludwigsburg, et Montbéliard. Le maire, Lucien Tharradin, ancien déporté, est un gaulliste. Il appartient comme beaucoup de maires élus au lendemain de la guerre à une génération de résistants qui ont un mérite particulier à vouloir surmonter à la fois l'esprit de revanche si répandu en France à l'égard des Allemands et l'amertume de la défaite chez bien des partenaires d'outre-Rhin. L'UIM ne reste pas isolée. Chez les fédéralistes, le courant le plus ancien et le plus complexe³,

¹ Le cuirassé Potemkine (1925) ; Alexandre Nevski (1938).

² Appellation complète : « Union internationale des maires pour la compréhension franco-allemande et le rapprochement des peuples d'Europe ».

³ Né en Suisse au 13^e siècle.

d'autres anciens résistants militent pour l'autonomie communale. Ils ont créé une organisation européenne en 1944. Leur congrès de 1950 est consacré à « *l'Europe par les communes* ». Des maires français et allemands mais aussi italiens et suisses fondent le Conseil des communes d'Europe, le CCE, en juillet 1951, pour faire des jumelages à l'Ouest. Enfin, le *Monde bilingue* qui est une association d'inspiration mondialiste créée en 1951, trouve sa voie dans le soutien des jumelages. L'un de ses fondateurs Jean-Marie Bressand, ex-résistant, a d'abord pensé qu'on pouvait créer « *un monde où l'on s'entend* » grâce au bilinguisme. Une langue commune serait choisie par référendum mondial. Les résultats étant décevants, le *Monde bilingue* s'est tourné vers les jumelages : tous les jumelages, sans discrimination. C'est là sa différence.

Mais c'est le temps de la guerre froide. Ces associations qui militent toutes pour la paix et devraient coordonner leurs efforts, s'affrontent dès 1954. Surtout le CCE et le *Monde bilingue*. Le CCE exclut les jumelages avec des villes de l'Est parce qu'elles ne sont pas indépendantes du pouvoir central. Le *Monde bilingue*, lui, veut des jumelles des deux côtés du rideau de fer. Dans les cérémonies qu'il parraine, le CCE introduit un office religieux et une prestation de serment par les maires qui est un engagement entre « *cités libres* » et fait référence aux franchises du Moyen Âge. Ce sont ces rituels qui créent une tradition. Ils lui valent l'approbation du Vatican mais les critiques des défenseurs de la laïcité. La SFIO garde ses distances et ne se rallie au CCE que lorsque Defferre en prend la présidence en 1954 et seulement sur le terrain de la construction de l'Europe. Le *Monde bilingue* évolue : malgré le traumatisme causé en 1956 par l'intervention en Hongrie, il crée à Aix-les-Bains en avril 1957 la *Fédération mondiale des villes jumelées*, la FMVJ, qui est ouverte aux villes des démocraties populaires et à celles de l'URSS. Elle a l'appui d'un Comité d'action parlementaire qui attire des élus de gauche, comme Pierre Cot ou Léo Hamon, surtout après leur combat contre la CED. Le député-maire de Dijon, le chanoine Kir, est membre de la direction de la FMVJ. Il choisit Stalingrad pour rappeler l'alliance contre le nazisme pendant la Deuxième Guerre. Il est désapprouvé par les autorités françaises, par le Vatican, et même par sa majorité municipale. À défaut de jumelage, cet homme résolu signe (dans la rue), en septembre 1959, un « Pacte d'amitié » entre les deux villes. C'est ainsi que la guerre froide gagne l'étage communal. La revue du CCE, *Communes d'Europe*, accuse la FMVJ d'introduire un *Cheval de Troie* dans l'ouest en accueillant des jumelles de l'est. Celle de la FMVJ, *Cités Unies*, qualifie la campagne du CCE de *Chasse aux sorcières* et la compare au maccarthysme. Les articles sont violents, les accusations sont souvent nominales. En 1960, à la suite d'interventions parlementaires, dont celle de Gaston Defferre au Sénat, *Le Monde bilingue* perd sa subvention. Et la SFIO enjoint aux socialistes de quitter *Monde bilingue* et FMVJ. Le recours à l'un de ces réseaux par une municipalité devient donc un choix politique.

Villes du Languedoc :

Au *Monde bilingue* on ne refuse pas les jumelages à l'ouest, mais on ne veut pas s'y limiter. C'est Jean-Marie Bressand qui a provoqué et suivi le premier jumelage de Montpellier : un jumelage approuvé par Eisenhower, avec une ville du Kentucky, Louisville (deuxième jumelage franco-américain après Arles et York). En juillet on voit le drapeau américain sur les façades des monuments publics et le drapeau de Louisville avec les étoiles des 13 premiers États fédérés à côté des fleurs de lys, hommage à Louis XVI pour son aide lors de la guerre d'Indépendance. Ce jumelage, le premier réalisé dans l'Hérault, donne lieu à des fêtes en octobre pour la réception du maire de Louisville. Le préfet et l'évêque sont présents. Université, Parlement, Anciens combattants également. Ces jumelages qui mettent l'accent sur les liens historiques et culturels bénéficient de bienveillances étatiques.

Dans les années 1960, Montpellier conclut quatre autres jumelages, toujours avec des villes universitaires pendant le mandat du maire indépendant François Delmas. Il n'y a plus de conseillers communistes. Les jumelles sont Heidelberg en 1961, Cos et Salerne en 1962 à l'occasion d'un Congrès néo-hippocratique, puis Barcelone en 1963. Le tout, non plus avec *Le Monde bilingue*, mais sous l'égide de l'UIM dans le premier cas puis sans tutelle, par contacts directs et sans obstacles.

Il en va autrement quand les choix se portent à l'est. En 1960, à Sète, l'équipe municipale est dirigée par le communiste Pierre Arraut. La ville adhère à la FMVJ. Arraut, qui fait partie du conseil d'administration de cette organisation, souhaite un jumelage avec une ville soviétique, Rostov-sur-le-Don. Le ministère de l'Intérieur émet en 1961 un avis défavorable. Il faudra cinq ans de patience à Sète avant que le maire soutenu par une forte majorité (19 communistes, 10 SFIO et 2 radicaux) puisse faire l'union. Mais ce sera en passant outre à l'avis gouvernemental : en août 1961, l'ambassadeur Vinogradov assiste aux joutes de la Saint Louis avec deux délégués de la ville de Rostov-sur-le-Don. L'année suivante, les visas sont refusés : c'est la pratique habituelle pour entraver ces rapprochements. La ville ne dépose pas de dossier à la préfecture. En août 1965, par exception, des visas sont accordés ; le jumelage n'est pas annoncé dans le programme des fêtes de la Saint Louis mais la journée des joutes se déroule en présence du maire de Rostov, d'un membre du Soviet suprême, des conseillers communistes et socialistes, et des représentants de la CGT et de la CFDT. Le jumelage est alors réalisé discrètement à la mairie. La demande officielle n'est déposée qu'en octobre. Elle ne contient pas d'arguments de nature politique. Tout le dossier a été transmis au préfet le 5 octobre avec un PV de délibération du 8 septembre et la mention de la FMVJ choisie comme intermédiaire. En 1966 les visas étant de nouveau refusés, l'ambassade de l'URSS à Paris délègue à Sète quatre de ses membres –dont un chauffeur–. Le jumelage a été pérennisé. Après une mise en sommeil de trois ans, des visas sont accordés « *sans objection* » des ministères, et sans référence à la Commission. On entérine l'état de fait.

Il y a d'autres cas de jumelages avec des communes de l'est, mais seulement au terme de la première guerre froide : l'un à Nîmes¹, avec l'appui de la FMVJ, quand le maire communiste, Jourdan, réalise un jumelage avec le 1^{er} arrondissement de Prague qui est approuvé par Paris en juillet 1968. Ce qui a uni Prague et Nîmes est le souvenir d'un érudit nîmois, Ernest Denis, grand spécialiste de l'histoire tchèque : à Prague, une gare, des rues, un institut de langues slaves portent son nom. Le deuxième cas dans le Gard est celui d'Alès. En septembre 1969, Alès dont le député maire Roger Roucaute est communiste, ancien responsable FTP, se jumelle au nom de la coexistence pacifique avec Bilina en Tchécoslovaquie².

Puis il y a deux autres jumelages à l'est avant 1989 : entre Nîmes et Francfort sur l'Oder (en RDA)³ avec l'appui des milieux protestants, en 1974 (les deux villes célèbreront en 1975 le 30^e anniversaire de la victoire sur les nazis), et entre Béziers et la ville soviétique de Stavropol en 1982 pendant le mandat du communiste Balmigère et grâce à l'engagement de son adjoint socialiste Jules Faigt⁴.

Dans la perspective de la détente et pour l'illustrer, certains jumelages sont triangulaires : Sète / Rostov / West Hartlepool ; Béziers/ Stavropol/ Heilbronn ; Le Havre/ Leningrad/ Baltimore. Avec le bouleversement des données internationales depuis 1989, le phénomène s'est poursuivi, développé, tout en changeant de signification. Nombre de jumelages ont été réalisés par des communes de la région Languedoc-Roussillon pendant les deux périodes de guerre froide et après la

¹ A.M. Nîmes, 1D216, P.V. séances conseil municipal, 1967.

² A.M. Alès, ID91, délibération du 6 décembre 1968 ; *Idem*, 1W657, jumelage Bilina, 1968-1988.

³ A.M. Nîmes, 45W33, Signature Charte de jumelage.

⁴ A.M. Béziers, collection Dossiers de presse, « jumelages » ; Olivier Dedieu, « Faigt Jules », *Le Midi rouge*, 11, 2008.

chute du mur de Berlin.

Conclusion :

L'invention des premiers jumelages relève de projets humanistes de fraternité – universelle ou circonscrite –, fondés sur le besoin de paix et de libertés. « *La cité est le berceau de la liberté* »¹. Toutes les communes y ont gagné de nouveaux droits. L'article 72 de la loi de 1884 a été de fait invalidé.



Signature de la Charte Nîmes-Prague, 1^{er} arrdt., entre M. Jourdan et M. Vyhnalek.

Dans le contexte de la première guerre froide il n'est pas prouvé que les jumelages aient toujours servi la détente. Quand ils ont été trop instrumentalisés par les États et les partis, ils ont plutôt illustré la bipolarité. Mais peut-être ont-ils contribué avec le temps à faire évoluer les mentalités à la base des sociétés ? Ils ont sans doute facilité la réconciliation entre les peuples d'Europe – surtout entre Français et Allemands –. D'autant que c'est la génération des jeunes, écoliers, lycéens et étudiants, qui a le plus participé aux échanges : ce qui, en somme, a répondu aux espérances de la génération des résistants.

L'histoire des jumelages français est inégalement politisée. En Languedoc, ce qui l'a emporté, dans cette première période, et jusqu'à maintenant, est soit le poids des intérêts économiques, soit celui des affinités historiques, culturelles. Le cas de Montpellier et Barcelone, qui ont toutes deux appartenu au royaume d'Aragon au XIII^e siècle, ont entretenu des échanges universitaires et des « appariements » séculaires est le plus exemplaire.

Hélène CHAUBIN

¹ Paul Alduy, juin 1960. Jumelage de Perpignan avec Hanovre.